



Université „Babeş-Bolyai” Cluj-Napoca
Faculté de Sciences Economiques et Gestion des Affaires
Département de Comptabilité et Audit



RESUME DE LA THESE DE DOCTORAT
La valorisation de l’information comptable
concernant les fusions et acquisitions

Directeur de thèse

Prof.univ.dr. MATIŞ Dumitru

Doctorant

JURCĂU Anca Sabina

Cluj-Napoca

2012

Sommaire du résumé de la thèse de doctorat

Sommaire de la thèse de doctorat.....	1
Mots clés.....	4
Introduction	4
Méthodologie de recherche	7
Présentation synthétique des chapitres de la thèse	10
Conclusions générales et contributions propres	13
Références bibliographiques	21

Sommaire de la thèse de doctorat

Liste des figures et tableaux

Liste d'abréviations

Introduction

Méthodologie de la recherche

Chapitre 1

Cadre conceptuel des fusions et acquisitions

- 1.1. Les fusions et acquisitions dans le contexte des restructurations corporatives
- 1.2. Délimitations conceptuelles concernant les fusions et acquisitions
 - 1.2.1. La définition des fusions et acquisitions
 - 1.2.2. La typologie des fusions et acquisitions
- 1.3. Les fondements théoriques des fusions et acquisitions
 - 1.3.1. La contribution des fusions et acquisitions a la création de valeur – les théories de la création de valeur
 - 1.3.2. L'impact négatif des fusions et acquisitions sur la valeur – Les théories de la destruction de valeur
 - 1.3.3. La théorie de la valeur neutre - La théorie d'orgueil des dirigeants
- 1.4. Conclusions préliminaires

Chapitre 2

Étude concernant l'état de l'art sur les fusions et acquisitions dans le domaine de comptabilité

- 2.1. Motivation et objectifs de l'étude
- 2.2. Méthodologie de recherche
- 2.3. L'évolution et la structure des recherches internationales dans le domaine de fusions et acquisitions – étude quantitative
 - 2.3.1. L'évolution des recherches internationales
 - 2.3.2. Les principales directions de recherche
 - 2.3.3. La paradigme de recherche prédominante
 - 2.3.4. Le type de recherche utilisée
 - 2.3.5. La région géographique analysée
- 2.4. Les directions de recherche dans le domaine de fusions et acquisitions – étude qualitative
 - 2.4.1. La performance des fusions et acquisitions et les facteurs déterminants
 - 2.4.2. L'activité de fusions et acquisitions: causes et conséquences
 - 2.4.3. Les modalités de financement des fusions et acquisitions
 - 2.4.4. La problématique de la prime d'acquisitions
 - 2.4.5. Les méthodes de comptabilisation des regroupements d'entreprises: la méthode d'achat versus la méthode de mise en commun des intérêts
 - 2.4.6. La problématique du fond commercial

- 2.4.7. OPA hostile: motivations et effets
- 2.4.8. La divulgation des informations concernant les regroupements d'entreprises
- 2.4.9. Autres directions de recherche concernant les fusions et acquisitions
- 2.5. Conclusions préliminaires

Chapitre 3

La réglementation des fusions et acquisitions: exigences normatives et la conformité avec celles-ci

- 3.1. Des directives européennes aux normes nationales concernant les fusions
 - 3.1.1. Dispositions juridiques européennes et nationales
 - 3.1.2. Harmonisation fiscale concernant les fusions et acquisitions
 - 3.1.3. Normes comptables concernant les fusions et acquisitions
- 3.2. Normes internationales concernant les regroupements d'entreprises
 - 3.2.1. L'évolution de normes internationales concernant les regroupements d'entreprises
 - 3.2.2. Le traitement comptable des regroupements d'entreprises selon les normes internationales
- 3.3. La mesure du niveau de conformité de la divulgation des informations des sociétés cotées sur la BVB avec la norme IFRS 3
 - 3.3.1. Motivation et objectifs de la recherche
 - 3.3.2. Méthodologie de recherche
 - 3.3.3. Vérification des hypothèses et explication des résultats
- 3.4. Conclusions préliminaires

Chapitre 4

Analyse comparative concernant les implications juridiques et financières des opérations de fusion

- 4.1. Les aspects juridiques concernant la fusion des sociétés commerciales
 - 4.1.1. Considérations générales sur le régime juridique des fusions
 - 4.1.2. Le déroulement des fusions du point de vue juridique
- 4.2. Aspects financiers concernant la fusion des sociétés commerciales
- 4.3. L'évaluation des entreprises - le fondement des opérations de fusion
 - 4.3.1. Définitions et types de valeurs utilisées dans l'évaluation des entreprises
 - 4.3.2. Méthodes d'évaluation des entités économiques
- 4.4. Etude sur l'applicabilité des méthodes d'évaluations dans les fusions absorptions en France
 - 4.4.1. Motivation et objectives de l'étude
 - 4.4.2. Méthodologie de recherche
 - 4.4.3. Explication des résultats obtenus
- 4.5. Conclusions préliminaires

Chapitre 5

Approche comparative concernant le traitement comptable et les implication fiscales des fusions et acquisitions

- 5.1. Normes comptables spécifiques aux opérations de fusion
- 5.2. Aspects comptables générales concernant l'opération de fusion. Fusion des sociétés indépendantes
- 5.3. Aspects comptables spécifiques aux opérations de fusion des sociétés ayant des liens en capital

- 5.3.1. La société absorbante détient des titres de la société absorbée
- 5.3.2. La société absorbée détient des titres de la société absorbante
- 5.3.3. La société absorbante et la société absorbée détiennent des participations réciproques
- 5.4. Traitement comptable des cas particuliers des opérations de fusion
 - 5.4.1. Fusions des sociétés - le cas d'apport net négatif
 - 5.4.2. Opérations de la période de rétroactivité
- 5.5. Traitement comptable de l'acquisition d'actions et d'actives
- 5.6. Implications fiscales des fusions et opérations assimilées
 - 5.6.1. Traitement fiscal des fusions et opérations assimilées en Roumanie
 - 5.6.2. Aspects fiscaux concernant les fusions et opérations assimilées en France
- 5.7. Conclusions préliminaires

Conclusions générales, contributions propres, limites et perspectives de la recherche

Références bibliographiques

Annexes

Mots clés

Fusions, acquisitions, restructurations, regroupements d'entreprises, réorganisations interne, prises de contrôle, IFRS 3, SFAS 141, la Troisième Directive, OMFP 1.376/2004, projet de fusion, méthodes d'évaluation des entreprises, rapport d'échange, traitement comptable de fusions et acquisitions, incidences fiscales des fusions et acquisitions

Introduction

Le développement du phénomène de restructuration d'entreprises dans les pays développés, au niveau desquelles ces stratégies bénéficient d'un intérêt majeur des actionnaires et des investisseurs depuis des décennies, s'est propagé ces dernières années dans les pays en développement qui ont emprunté les pratiques des pays développés. C'est aussi le cas de la Roumanie qui, depuis le milieu des années '90, a commencé la mise en œuvre timide des stratégies de restructuration d'entreprises, une partie significative étant représentée par les fusions et acquisitions. Aujourd'hui, on peut parler d'un marché de fusions et acquisitions, opérations qui ont un effet important sur le développement de notre pays.

Au niveau mondial, le marché de fusions et acquisitions a connu une forte croissance dans les dernières décennies, tant en nombre de transactions qu'en valeur. Cet élan a été ralenti depuis 2008, quand les investissements de capitaux privés ont diminué principalement en raison de l'incertitude du marché. Néanmoins, depuis 2010 le marché des fusions et acquisitions a commencé à se redresser. Même si aux États-Unis les fusions et acquisitions ont déjà atteint le sixième vague, avec une tradition de plus d'un siècle, en Europe ces transactions ont été presque négligeables au début des années '80, devenant significatives depuis la cinquième vague qui a caractérisé la période 1993-2001. En Roumanie, les fusions et acquisitions sont relativement récentes, les premières transactions ont eu lieu au milieu des années 90. Une augmentation significative des fusions se fait sentir qu'en 2003, quand les fusions transfrontalières prendre élan, leur volume étant influencée par des facteurs macro-économiques comme le PIB, la capitalisation boursière et le crédit accordé au secteur privé (Jurcău *et al.*, 2011).

Dans le contexte de la crise financière et économique mondiale, la reprise économique est un objectif qui peut être atteint en mettant en œuvre des projets de réorganisation des sociétés. Ils visent à améliorer l'efficacité des entreprises et soutenir les objectifs de développement économique qui peuvent contribuer substantiellement à la reprise économique nationale. Dans ce contexte, les fusions et acquisitions peuvent constituer des mécanismes essentiels pour revitaliser non seulement les entreprises participant à l'opération, mais la totalité du circuit commercial dans lequel ils opèrent. Pour atteindre cet objectif, les procédures de déroulement des opérations de restructuration devraient être réalisées rapidement et équitablement pour toutes les parties, en imposant l'actualisation et l'optimisation des textes législatifs juridiques.

Compte tenu de l'existence d'un marché commun européen, les fusions et acquisitions transfrontalières sont devenues plus fréquentes, conduisant à une harmonisation des pratiques et législations dans ce domaine. À cet égard, le Conseil européen a accordé récemment une attention particulière à cette question par l'émission de nouvelles directives (la Directive 2011/35/UE et la Directive 2009/1009/CE), qui modifient les normes actuelles en ce qui concerne les obligations de déclaration et les exigences de documentation dans le cas de fusions et scissions entre sociétés d'États membres différents, afin de simplifier et de rationaliser ces procédures. Par ailleurs, le Conseil vise l'harmonisation fiscale des fusions et opérations assimilées, par l'émission en 2005 d'une nouvelle directive concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents.

Outre les aspects juridiques et fiscaux des fusions, une attention particulière doit être accordée à la manière dans laquelle ces opérations sont reflétées dans les comptes et dans les états financiers des entités participant à la fusion. Compte tenu de l'internationalisation des regroupements d'entreprises, l'harmonisation comptable dans ce domaine est devenue une nécessité découlant des exigences des utilisateurs des états financiers, les investisseurs potentiels étant les plus touchés par les différences qui existent entre les règles comptables dans les différents pays. Par conséquent, est impérieusement nécessaires d'assurer la comparabilité des états financiers qui se réalise par l'intermédiaire des normes internationales d'information financière.

Pour faire face aux nombreux problèmes économiques et financiers et au manque aigu de liquidités qui marque la période actuelle, les grands groupes d'entreprises, mais pas seulement, cherchent des différentes solutions pour réorganiser les entreprises qu'ils dirigent. Souvent, pendant ces processus, l'attention est principalement orientée vers les aspects commerciaux de la restructuration, en négligeant bien d'autres implications qui peuvent se produire et fausser ainsi les effets souhaités par les entrepreneurs. Très souvent, les aspects comptables et fiscaux, qui peuvent constituer l'élément qui fait la différence entre un plan d'optimisation réussie et une superficielle, sont laissés dans l'arrière plan.

Tous ces changements survenus au fil du temps concernant le nombre et le volume des fusions et acquisitions, les normes législatives dans les domaines juridique, comptable et fiscale, les techniques comptables, tant au niveau national qu'au niveau international, déterminés par la mondialisation et l'accroissement de la concurrence, constituent la motivation principale qui nous a amené à tourner notre attention vers un domaine aussi complexe que celui des fusions et acquisitions. La pluridisciplinarité du domaine est un défi pour tout chercheur, mais le désir de générer des connaissances utiles à la fois des universitaires et des praticiens justifie l'effort pour atteindre les objectifs.

Étant donné les problèmes mentionnés ci-dessus, par la démarche réalisée on nous propose *d'étudier et d'approfondir la question des fusions et acquisitions*. Pour atteindre cet objectif principal nous avons établi depuis le départ plusieurs objectifs secondaires que nous avons essayé d'atteindre le long de ce papier. Ils se réfèrent à:

1. *Clarifier les concepts de fusion et d'acquisition, présenter les différentes approches dans leur définition et leur typologie;*

2. *Exposer les fondements théoriques qui sous-tendent les motivations des fusions et acquisitions;*
3. *Délimiter l'état actuel des connaissances sur les fusions et acquisitions dans le domaine de comptabilité;*
4. *L'analyse comparative et critique des réglementations juridiques, fiscales et comptables sur les fusions et acquisitions, au niveau international, européen et national;*
5. *Etudier la conformité des états financiers des sociétés roumaines cotées sur la BVB avec les règles internationales en matière de fusions;*
6. *Présenter les aspects financiers et juridiques des fusions dans une perspective comparative entre les dispositions législatives de la Roumanie et de la France;*
7. *Analyser les méthodes d'évaluation d'entreprises tant sur le plan théorique qu'en ce qui concerne leur applicabilité dans le cas de fusions absorption en France;*
8. *L'examen comparatif du traitement comptable et des implications fiscales des fusions et acquisitions en Roumanie et en France.*

Pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, nous avons planifié notre démarche scientifique en plusieurs étapes, qui sont reflétées dans les cinq chapitres du présent papier. Tout au long de nos recherches, nous avons combiné les aspects théoriques avec ceux pratiques et avec les études empiriques, de sorte que le papier que nous avons rédigé puisse fournir une image claire, une succession logique, en commençant par la clarification des concepts de fusion et d'acquisition et se terminant avec la dernière étape de ces opérations, la comptabilisation. Une analyse de la structure de la recherche menée est exposée dans la section concernant la synthèse de principales parties de la thèse.

Méthodologie de recherche

Toute démarche scientifique, qui vise à trouver la réponse à un problème spécifique, est basée sur une méthodologie de recherche spécifique qui inclut des méthodes et techniques utilisées pour atteindre les objectifs établis. Le choix des méthodes de recherche utilisées est étroitement lié aux objectifs que nous avons proposés dans ce document, selon la nature des phénomènes étudiés. Ainsi, les méthodes et les outils de recherche utilisés dans ce papier sont différents et varient d'un chapitre à l'autre, étant présentés dans cette section en fonction des objectifs établis.

Selon Howard & Sharp (Smith, 2003) la première étape à suivre par un chercheur pour élaborer une recherche scientifique dans le domaine de la comptabilité est d'identifier le domaine général de recherche. En ce qui concerne cette thèse, elle traite les fusions et acquisitions du point de vue interdisciplinaire, un sujet extrêmement complexe situé à la croisée de plusieurs domaines scientifiques: économie, gestion, comptabilité, fiscalité, évaluation et droit commercial. Principalement encadrée dans les recherches en comptabilité, ce document aborde un certain nombre de questions dans le domaine économique et de gestion (chapitre 1), dans le domaine juridique (chapitres 3 et 4), de la fiscalité (chapitre 3 et chapitre 5) et celui de l'évaluation (chapitre 4).

Avant de présenter les méthodes et les outils utilisés dans ce document, il est nécessaire de se positionner dans un paradigme de recherche. Ainsi, notre recherche est prédominante positiviste, mais contient aussi des approches interprétativistes et critiques visant à expliquer les différents concepts liés aux fusions et acquisitions, l'analyse des règlements juridiques, comptables et fiscales, mais aussi la façon dont les règlements internationaux sont transposés en droit national et les incohérences qui existent entre les dispositions juridiques et la pratique.

Compte tenu des objectifs proposés dans la recherche, notre démarche scientifique est généralement basée sur une approche déductive, du général au particulier, principalement utilisé dans la recherche théorique / qualitative. Tout au long du papier, nous avons utilisé l'approche de type inductif qui caractérise les recherches quantitatives dans lesquelles, sur la base des résultats d'un échantillon limité d'articles ou de compagnies, nous avons formulé des conclusions générales concernant la population entière.

Compte tenu du spécifique et des caractéristiques du thème de recherche et de l'opinion que *«une recherche qui résistera à l'épreuve du temps suppose une combinaison optimale de méthodes de recherche afin d'atteindre les objectifs établis»* (Chelcea, 2007), à travers de la recherche effectuée, nous avons combiné la recherche qualitative avec celle quantitative. La recherche qualitative est destinée à générer des informations cohérentes nécessaire pour comprendre le contexte de profondeur et l'ensemble général (Chelcea, 2007), permettant à déterminer les aspects principales du problème de recherche et à diagnostiquer la situation, identifier les hypothèses d'une future recherche descriptive ou causale (Lefter, 2004). En revanche, les recherches quantitatives sont destinées à caractériser et quantifier des questions pertinentes identifiées par des méthodes qualitatives, étant utilisées pour établir des données

statistiques, pour vérifier et tester des théories existantes ou développées en utilisant des méthodes spécifiques.

La façon dont nous avons combiné la recherche qualitative avec celle quantitative, ainsi que les méthodes et les outils utilisés dans le présent document sont expliquées en détail dans les paragraphes qui suivent, tenant compte du chaque chapitre élaboré et des objectifs que nous avons proposés à réaliser.

Au niveau du premier chapitre, dont les objectifs sont de clarifier les concepts de fusion et d'acquisition et d'expliquer leurs formes, en insistant sur les théories expliquant les raisons pour lesquels ces opérations ont lieu, la recherche est plutôt théorique. Dans ce chapitre, nous avons utilisé la recherche qualitative pour analyser les différents concepts, notions et théories, ainsi que la méthode comparative et typologique qui nous permet de distinguer le concept de fusion de celui d'acquisition, de réaliser une typologie de ces opérations et de mettre en oppositions les théories de la création de valeur avec celles de la destruction.

En ce qui concerne le deuxième chapitre, dont le but est de délimiter l'état actuel des connaissances en matière de fusions et acquisitions, nous avons utilisé comme méthode de recherche l'analyse de contenu. Cela a eu lieu en trois étapes: la pré-analyse, l'exploitation du matériel, le traitement et l'interprétation des résultats. Dans la première étape on a réalisé l'organisation elle-même qui consiste dans la synthèse des idées, le choix de documents qui seront soumis à l'examen et la formulation des objectifs. Ensuite, dans la phase d'exploitation du matériel, on a effectué le codage des articles en fonction des caractéristiques suivies et on a analysé leur contenu. Dans l'étape de traitement et d'interprétation des résultats on a combiné l'analyse quantitative avec celle qualitative.

Dans le cadre du troisième chapitre, pour atteindre les deux objectifs proposés qui visent l'analyse comparative et critique des réglementations juridiques, fiscales et comptables sur les fusions et acquisitions, au niveau international, européen et national, et l'examen de la conformité des états financiers des sociétés roumaines cotées sur la BVB avec la réglementation internationale, nous avons utilisé la recherche qualitative/théoriques ainsi que la recherche quantitative/empirique. Dans la première partie du chapitre, qui traite l'analyse des réglementations en matière des fusions et acquisitions, nous avons surtout utilisé la méthode comparative, en illustrant la mesure dans laquelle les directives européennes sont transposées au niveau des normes nationales, les différences qui existent/existaient entre le référentiel international (IFRS) et celui nord-américaine (U.S. GAAP), ainsi que l'évolution de la législation juridique, fiscale et comptable en matière de fusions, au niveau national, européen et international. Dans la seconde partie du chapitre on a fait appel à la fois à l'analyse qualitative et quantitative. J'ai également utilisé l'analyse de contenu qui a eu lieu en trois étapes: pré-analyse, l'exploitation du matériel, le traitement et l'interprétation des résultats, en calculant l'indice de divulgation des informations et le coefficient de corrélation de Pearson.

Dans le quatrième chapitre, qui propose l'analyse des fusions du point de vue juridique et financier, on a fait appel à nouveau à la recherche théorique, présente dans la première partie du chapitre, ainsi qu'à la recherche empirique utilisée dans l'étude sur l'applicabilité des méthodes d'évaluation. Ainsi, pour présenter les aspects juridiques et financiers des fusions dans la

perspective des normes roumaines et françaises, on a utilisé la recherche qualitative, en faisant appel souvent à la méthode comparative afin de mettre en évidence les similitudes et les différences entre les deux référentiels nationaux. En ce qui concerne l'analyse des méthodes d'évaluation des entreprises dans le cas des fusions, nous nous sommes concentrés sur les aspects théoriques capturés par une analyse qualitative, ainsi que sur les aspects pratiques qui ont fait l'objet d'une étude quantitative. Pour réaliser l'étude, nous avons utilisé l'analyse de contenu pour recueillir les données nécessaires pour être examinés, qui ont été traités par des méthodes statistiques comme l'analyse de fréquences, l'analyse factorielle des correspondances, l'analyse de corrélation et de régression linéaire simple.

Le cinquième chapitre, dont l'objectif est l'examen comparatif du traitement comptable et des implications fiscales des fusions et acquisitions en Roumanie et en France, est une section destinée à la recherche qualitative qui vise une meilleure compréhension du phénomène analysé et l'élaboration des recommandations pour les praticiens. Dans ce chapitre, nous avons surtout utilisé la méthode comparative, qui met en évidence les lacunes d'un système comptable et offre la possibilité d'identifier des solutions d'amélioration.

En ce qui concerne le critère temporel, nous avons combiné la méthode transversale avec celle longitudinale. L'analyse transversale a été utilisée à la fois au niveau théorique, en visant, par exemple, la présentation comparative des réglementations internationales, européennes et nationales en matière des fusions ainsi qu'au niveau empirique, dans la structuration des entreprises fusionnées selon les méthodes d'évaluation utilisées, la nature de l'opération, la position de l'entité ou le secteur d'activité. La méthode longitudinale a considéré l'analyse de l'évolution temporelle de la connaissance scientifique dans le domaine des fusions, en étudiant les articles publiés dans la période 1990-2010, des règlements juridiques, fiscaux et comptables relatifs à la fusion à partir de leur date d'émission et jusqu'au présent, et les fusions-absorption en France dans la période janvier 2005-juin 2011.

Pour atteindre les objectifs proposés on a utilisé dans ce papier une série de sources bibliographiques qui contiennent: d'articles publiés dans des revues internationales et nationales, des livres de spécialités relevant pour le domaine de référence (en roumain, français et anglais), des normes comptables, fiscales et juridiques, des analyse et des études de divers organismes nationales et internationales. Pour réaliser les études empiriques de chapitres 3 et 4, nous avons analysé les comptes annuels et consolidés publiés sur les sites des compagnies roumaines cotées sur la BVB, à savoir les projets de fusions des sociétés françaises publiés sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers. Pour obtenir les informations nécessaires pour réaliser les analyses qualitatives et celles quantitative, nous avons utilisé des méthodes spécifiques aux sciences socio-humaines comme l'analyse de documents, l'observation non-participant et l'analyse de contenu.

Présentation synthétique des chapitres de la thèse

Comme j'ai déjà mentionné dans l'introduction, dans le but d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, nous avons planifié notre démarche scientifique en plusieurs étapes, qui sont reflétées dans les cinq chapitres de la thèse. La synthèse de leur contenu, les principaux résultats et les conclusions du chaque chapitre seront présentés dans les paragraphes suivantes.

Chapitre 1 – Cadre conceptuel des fusions et acquisitions

Dans le premier chapitre on propose une délimitation conceptuelle des fusions et acquisitions, en se concentrant sur le positionnement de ces opérations parmi les stratégies de restructuration, l'explication des deux notions dans une perspective économique, juridique et financière-comptable et la réalisation d'une typologie complète qui vient de clarifier d'autres concepts qui sont étroitement liées aux premières. Toujours dans le premier chapitre, sachant le rôle important que la motivation joue dans la réalisation de toute action, on a fait une incursion dans le champ des théories des fusions et acquisitions, en trouvant les raisons pour lesquelles ces opérations ont lieu. Ainsi, nous avons structuré les nombreuses théories qui ont été développées pour tenter d'expliquer l'origine de fusions et d'acquisitions ou d'analyser leurs conséquences, en trois catégories: les théories de la création de valeur, les théories de la destruction de valeur et la théorie de la valeur neutre. Dans chaque catégorie, on a présenté les principales théories et les concepts nécessaires pour comprendre les motivations des fusions et acquisitions.

Chapitre 2 – Étude concernant l'état de l'art sur les fusions et acquisitions dans le domaine de comptabilité

La compréhension complète d'un domaine ou au moins l'atteinte du ce niveau minimum de connaissances nécessaires pour créer de valeur par l'intermède d'une recherche ne peut pas être réalisée sans une étude approfondie de la littérature. En conséquence, le deuxième chapitre est consacré à l'état actuel des connaissances sur les fusions et acquisitions en comptabilité, son délimitation constituant l'étape clé de tout processus de recherche. Pour synthétiser l'état actuel des connaissances dans le domaine concerné nous avons réalisé une analyse quantitative et une analyse qualitative, la dernière étant la plus importante dans la réalisation de notre objectif. Par l'approche quantitative, nous avons poursuivi l'évolution des recherches dans le domaine, les principaux axes de recherche abordés, le courant de recherche prédominant, le type de recherche appliquée et la zone géographique sur laquelle se concentrent les études. En termes d'analyse qualitative, nous nous sommes concentrés sur la revue des principales orientations de la recherche dans le domaine des fusions et acquisitions, en soulignant les principales caractéristiques analysés et les résultats obtenus au sein de chaque thème et identifiant d'éventuelles nouvelles orientations de recherche.

Chapitre 3 – La réglementation des fusions et acquisitions: exigences normatives et la conformité avec celles-ci

Après avoir fixés les coordonnées conceptuelle et le cadre de référence scientifique en matière de fusions et acquisitions, nous avons poursuivi la démarche scientifique par une approche critique de la réglementation pertinente au niveau national, européen et international, présentée dans le troisième chapitre, en analysant son évolution, les interrelations existant et le stade actuel. Dans le contexte d'adhésion de la Roumanie à l'UE, l'une des exigences imposée par l'UE était d'harmoniser la législation roumaine avec l'acquis communautaire, y compris dans le domaine des fusions et acquisitions. Par conséquent, dans le premier sous-chapitre nous avons présenté les directives européennes, juridiques, fiscales et comptables, ainsi que leur évolution et nous avons examiné si les dispositions figurant dans les règles communautaires sont transposées au niveau national et dans quelle mesure. Toujours dans ce sous-chapitre nous avons analysé, au niveau national, le projet concernant les normes de comptabilisations des fusions et acquisitions, en soulignant les améliorations apportées à l'ordre en vigueur mais aussi ses défauts.

Compte tenu de l'importance de la réglementation internationale sur les regroupements d'entreprises dans le traitement unitaire de ces opérations du point de vue comptable, dans le deuxième sous-chapitre nous avons analysé le référentiel international (IFRS) et celui nord-américaine (U.S. GAAP), considérant qu'ils ont l'impact le plus élevé au niveau global. En plus de présenter l'évolution des normes internationales et américaines sur les regroupements d'entreprises et leur convergence, nous avons débattu la question des méthodes de comptabilisations des ces opérations conformément à ces normes.

Une importance particulière pour les utilisateurs d'informations comptables a leur présentation dans les états financiers, y compris celles liés aux regroupements d'entreprises, les exigences de celles-ci étant spécifiées dans les normes internationales. Tenant compte de cet aspect, nous avons voulu voir la mesure dans laquelle les sociétés roumaines cotées sur la Bourse de Valeurs de Bucarest (BVB) présentent des informations sur les regroupements d'entreprises. Ainsi, dans le troisième sous-chapitre, nous avons mesuré le niveau de conformité avec les exigences de la norme IFRS 3 des états financiers des sociétés cotées sur la BVB et nous avons examiné s'il est influencé par la taille de l'entreprise, sa rentabilité, son levier ou le type d'auditeur.

Chapitre 4 – Analyse comparative concernant les implications juridiques et financières des opérations de fusion

Dans le quatrième chapitre de la thèse nous avons abordé les fusions du point de vue juridique et financier, en analysant la législation spécifique dans ce domaine et de nombreux cas pratiques. Sachant que la mise en œuvre réussie de toute restructuration implique de nombreuses questions juridiques, dans le premier sous-chapitre nous avons présenté les aspects généraux concernant le régime juridique des opérations de fusions, la procédure de déroulement, en accordant une attention particulière à la façon de préparer le projet de fusion et à son contenu, tel que prévu dans la législation roumaine, française et européenne. Cependant, les fusions sont caractérisées par des problèmes financiers complexes, comme les techniques d'évaluation, la détermination du

rapport d'échange et les calculs concernant l'augmentation du capital et la prime de fusion, qui sont tous présentés dans deuxième sous-chapitre.

Une importance particulière dans la réalisation d'une fusion a l'évaluation des d'entreprise impliqué dans cette opération, la valeur de la société obtenu suite à ce processus constituant la base pour déterminer la parité d'échange, à savoir la négociation du prix de la transaction. À cet égard, le troisième et quatrième sous-chapitre ont été destinés à la présentation théorique des méthodes utilisées pour l'évaluation des entreprises impliquées dans des fusions, à savoir une étude qui vise à analyser l'applicabilité de ces méthodes en pratique. L'échantillon analysé se compose de fusions absorptions entre sociétés d'au moins un est cotée sur le marché boursier, des fusions qui ont eu lieu en France dans la période janvier 2005 - juin 2011.

Chapitre 5 – Approche comparative concernant le traitement comptable et les implications fiscales des fusions et acquisitions

En termes de déroulement des opérations de restructuration, la dernière étape de ces processus suppose l'enregistrement comptable et le traitement fiscal des événements qu'ils génèrent. Par conséquent, dans le cinquième chapitre de la thèse nous nous sommes concentrés sur le traitement comptables et les implications fiscales des fusions et opérations assimilées. A partir du cas classique et le plus simple, la fusion absorption entre deux sociétés indépendantes, nous avons présenté l'enregistrement comptable de la fusion pour chaque entreprise concernée, selon la loi roumaine et française, ainsi que les particularités et générés par l'existence de liaisons de contrôle entre les sociétés qui fusionnent ou par l'existence de capitaux propres négatifs. Nous avons également présenté le traitement comptable des acquisitions d'actifs et d'actions dans la situation où l'émission de titres est utilisée comme méthode de rémunération. Enfin, conscients de l'importance que la connaissance des aspects fiscaux a dans la réussite d'une fusion, nous avons présenté le traitement fiscal des fusions et opérations assimilées en Roumanie et en France.

Conclusions générales et contributions propres

Pour finaliser la démarche scientifique que nous avons entreprise, à la fin de la thèse nous présentons les principales conclusions et résultats tirés lors de la recherche, en soulignant également les contributions apportées.

Conclusions générales

Le progrès économique, l'environnement concurrentiel, les problèmes économiques et financiers obligent les entreprises à identifier les meilleures solutions pour faire face au contexte, souvent difficile, dans lequel ils opèrent. Une des stratégies à laquelle les gestionnaires font souvent appel, qui entraîne le développement de l'entreprise qu'ils gèrent ou du moins la survie dans un marché dynamique, est celui de la restructuration, une partie importante étant représentée par les fusions et acquisitions. Étant donné l'importance de ces opérations tant au niveau global qu'au niveau national, par la présente étude nous avons cherché à approfondir la question des fusions et acquisitions, en utilisant à la fois la recherche quantitative et qualitative. Les objectifs fixés initialement ont été analysés au cours des cinq chapitres, une synthèse des résultats obtenus et les conclusions tirées étant présentée ci-dessous.

La première étape de tout processus de recherche est représentée par la connaissance, la compréhension et l'explication des concepts, des phénomènes et des théories sous-jacentes. C'est ce que nous avons accompli au cours du premier chapitre « *Cadre conceptuel des fusions et acquisitions* », qui nous a permis de crayonner une vue d'ensemble de ces opérations.

Étant parmi les plus utilisées stratégies de restructuration des entreprises, les fusions et acquisitions sont analysées à partir de perspectives multiples. Ainsi, en termes économiques elles sont considérées comme des techniques de croissance externe d'une entreprise, du point de vue juridique sont vues comme des formes de regroupements d'entreprises, et dans l'approche financière et comptable visent la détermination du coût de ces transactions et leur traitement comptable. La définition et l'explication des concepts de fusion et d'acquisition aident à clarifier ces concepts qui sont parfois mal utilisés, en particulier dans la littérature anglo-saxonne, dans des expressions comme « *subsidiary merger* » ou « *cash merger* » qui font référence aux acquisitions même si elles utilisent le mot fusion. L'approche multiple des fusions et acquisitions révèle leur nature complexe, avec des implications pour les entreprises à tous les niveaux: économique, juridique, financier et comptable. Leur complexité découle aussi de la variété des formes de ces opérations comme en témoignent les nombreuses typologies présentées dans le premier chapitre.

En général, les fusions et acquisitions sont motivées par la réalisation des synergies et l'augmentation du pouvoir de marché des entreprises, conduisant à l'accroissement de leur taille et à l'internalisation des activités afin de réduire les coûts de transaction. Dans la deuxième partie

du premier chapitre, après avoir analysé les théories sous-jacentes des fusions et acquisitions, nous avons constaté que les motivations des fusions et acquisitions ne sont pas limitées aux celles précisées ci-dessus, étant multiples et complexes. En effet, bien que les dirigeants des entreprises qui entreprennent de telles opérations repose souvent sur l'amélioration de l'efficacité économique des entreprises par l'intermède des synergies opérationnelles, financières et managériales, par l'augmentation du pouvoir de marché, ou en remplaçant les équipes managériales inefficaces, l'ensemble de ces raisons étant soutenue par les théories de la croissance de valeur, les résultats d'études empiriques sur la performance de ces opérations mettent souvent en cause l'unicité de cette motivation. Ainsi, l'impact des fusions et acquisitions sur la valeur actionnariale créée n'est pas toujours positif, la réduction du gain pour les actionnaires des sociétés acquéreurs incitant les chercheurs à considérer d'autres raisons. Par conséquent, l'existence de conflits d'intérêts entre dirigeants et actionnaires, la réallocation des flux de trésorerie, le renforcement de la position des managers ou leurs excès d'optimisme, abaisse le profit des actionnaires, ce résultat étant confirmé par les théories de la destruction de valeur ou de la valeur neutre.

Bien qu'il y ait de nombreuses théories qui soutiennent les différentes motivations des fusions et acquisitions et un grand nombre d'études empiriques visant à vérifier la validité de ces théories, les résultats sont contradictoires et ne permettent pas l'identification des justifications sous-jacentes de toutes les opérations. En outre, il convient de noter que ces théories sont spécifiques aux grandes entreprises, analysées dans la plupart des études, beaucoup n'étant pas applicables aux petites et moyennes entreprises. Comme dans les petites et moyennes entreprises les actionnaires sont souvent les dirigeants, les conflits d'intérêt qui constituent la base des théories de la destruction de valeur sont éliminés. Compte tenu de cela, une analyse des motivations qui justifient les fusions et acquisitions pour les petites entreprises serait utile pour compléter les études existantes et les résultats obtenus jusqu'à présent sur cette question.

Une bonne compréhension d'un domaine ou au moins l'atteinte de ce niveau minimum de connaissances nécessaires pour créer de valeur par l'intermède d'une recherche ne peut être atteint sans une étude approfondie de la littérature. Par conséquent, dans le deuxième chapitre « *Étude concernant l'état de l'art sur les fusions et acquisitions dans le domaine de comptabilité* » nous avons mené une revue de la littérature de spécialité internationale sur la période 1990-2010, qui nous a fourni le cadre de référence scientifique indispensable à toute recherche.

L'étude sur l'état actuel de l'art dans le domaine des fusions et acquisitions mène à la fois une analyse quantitative et qualitative d'un échantillon de 172 articles publiés dans des revues internationales. Le principal résultat de cette étude est la connaissance des directions de recherche abordées par les chercheurs et du niveau atteint dans chaque domaine étudiée. Suite à l'analyse quantitative, on conclue que les recherches sur les fusions et acquisitions sont essentiellement positivistes, en testant des hypothèses afin de vérifier les théories énoncées précédemment, la plupart des articles étant empiriques. Etant en concordance avec le nombre et le volume des fusions et acquisitions du marché américain, la plupart des articles sont axés sur les transactions de cette région, étant suivie par celles du Royaume-Uni et d'Australie. En Europe, les recherches dans ce domaine sont moins nombreuses, ce qui n'est pas surprenant étant donné que les fusions et acquisitions sont relativement nouvelles par rapport aux États-Unis.

Pour que les résultats des recherches puissent être étendue au niveau mondial il est nécessaire d'amplifier les études qui couvrent d'autres zones géographiques.

En ce qui concerne les principales directions de recherche, suite à une analyse de contenu des articles, nous avons identifié de nombreuses questions qui ont été étudiés au niveau international, mais l'intérêt accordé varie d'un sujet à l'autre. Les sujets les plus fréquemment abordés ont été: la performance des fusions et acquisitions et les facteurs déterminants; l'activité de fusions et acquisitions: causes et conséquences; les modalités de financement des fusions et acquisitions; la problématique de la prime d'acquisitions; les méthodes de comptabilisation des regroupements d'entreprises, la problématique du fond commercial; OPA hostile: motivations et effets; la divulgation des informations concernant les regroupements d'entreprises. Parmi eux se distinguent les études qui analysent la performance des fusions et acquisitions, ce qui n'est pas surprenant étant donné que la principale motivation de ces opérations est la réalisation des synergies. L'intérêt accru pour ce sujet est justifié par les nombreux échecs qui ont caractérisé ces opérations, les chercheurs essayant de trouver une solution aux contradictions entre les études sur les gains générés par les fusions et acquisitions.

Suite à l'étude réalisé on a constate qu'il y a certains domaines de recherche qui ont été insuffisamment explorés et au niveau desquels on ressent le besoin de continuer et d'approfondir les recherches. Ce besoin se fait sentir, toutefois, dans ces domaines de recherche qui se caractérisent par un nombre considérable d'articles, mais dont les résultats n'ont pas atteint un consensus, comme la mesure de la performance des fusions et acquisitions. Bien que notre analyse ait porté sur les articles publiés dans des revues internationales de comptabilité, on a constaté que les préoccupations des chercheurs recourent celles dans d'autres domaines, en particulier le domaine des finances, soulignant la nature multidisciplinaire et interdisciplinaire des recherches sur les fusions et acquisitions.

Quel que soit le thème étudié, la connaissance de la législation régissant le domaine en question est extrêmement importante, mais pas plus important que son application. Par conséquent, le troisième chapitre, « *La réglementation des fusions et acquisitions: exigences normatives et la conformité avec celles-ci* » a été consacré aux normes internationales, européennes et nationales, d'ordre juridique, fiscal et comptable des fusions et acquisitions, et à l'analyse de l'applicabilité des normes internationales par les sociétés roumaines. L'étude de ces règlements a été complexe et concentré sur leur évolution, les interrelations existant et le stade actuel, leur analyse étant réalisée sur trois niveaux. Dans la première partie nous nous sommes concentrés sur les directives européennes et la législation nationale dans le domaine des fusions et acquisitions, ensuite on a continué avec les normes internationales sur les regroupements d'entreprises et on a fini par l'étude de la mesure dans laquelle les sociétés roumaines cotées sur la BVB appliquent les dispositions de ces normes.

Suite à l'analyse des réglementations européennes et nationales des fusions, on peut conclure que celles concernant le régime juridique ont beaucoup évolué au fil du temps, leurs modifications visant à simplifier la mise en œuvre de ces opérations et à éliminer les obstacles qui ont existé dans les cas des opérations transfrontalières. En ce qui concerne le traitement fiscal des fusions et acquisitions, les directives européennes ont changé au fil du temps, l'objectif principal étant l'élimination des désavantages fiscaux qui caractérisent les fusions transfrontalières et l'assurance

d'un système unitaire d'imposition sur les plus-values réalisées après la réorganisation. La comparaison des directives européennes avec la législation nationale dans le domaine concerné montre que les réglementations roumaines ont été complètement alignées aux celles communautaires, bien que la mise en œuvre aient été réalisés dans certains cas progressivement.

Malheureusement, on ne peut pas dire la même chose à propos des règles comptables nationales spécifiques aux fusions qui ne sont pas en concordance avec les réglementations comptables conformes aux directives européennes. Bien qu'une première étape dans cette direction ait été réalisée, en lançant le projet qui modifie les règles comptables sur les fusions, il n'a pas encore été approuvé. L'analyse comparative de l'OMFP 1.376/2004 et du projet proposé, réalisée dans le troisième chapitre, montre les changements de contenu et de forme proposées par les législateurs. Même si le projet inclut plusieurs exemples qui illustrent les modalités d'application des règles comptables en matière de fusions, on doit souligner l'absence des règles comptables spécifiques aux fusions transfrontalières dans le contexte de leur augmentation et de l'existence d'un traitement juridique et fiscal propre.

Au niveau international, les réglementations sur les regroupements d'entreprises ont eu un parcours sinueux. Émergées dans les années '70 aux Etats-Unis et dans les années '80 au niveau international, ces règlements ont fait l'objet de débats intenses au cours du temps, ce qui a entraîné, comme il était naturel, des modifications substantielles. La réalisation de la convergence du référentiel comptable nord-américain et du celui international, projet qui a été longtemps sur l'agenda des deux organismes de réglementation, le FASB et l'IASB, a résolu la plupart des causes de ces débats, la plus importante étant celle du traitement comptable des regroupements d'entreprises, la seule méthode acceptée de comptabilisation étant la méthode d'acquisition.

Après le référentiel international est devenu obligatoire dans de nombreux pays, ont émergé les études qui portent sur l'application de ces règles et en particulier sur le niveau de conformité des pratiques des entreprises avec les exigences d'IFRS, qui est analysée en termes de facteurs spécifiques. Pour compléter ces recherches, nous avons étudié comment les entreprises roumaines appliquent les normes internationales sur les regroupements d'entreprises en mesurant le niveau de conformité avec les exigences de la norme IFRS 3 et l'influence de la taille de l'entreprise, de sa rentabilité, du levier et du type d'auditeur sur ce niveau. Suite à l'étude réalisée on peut conclure que, même si les entreprises analysées sont obligées à appliquer les normes internationales, le niveau de divulgation est moyen, en pouvant parler plutôt d'une non-conformité. Les résultats ne sont pas surprenants étant donné que les recherches antérieures sur d'autres pays (Street *et al.*, 1999; Street & Bryant, 2000; Street & Gray, 2002; Glaum & Street, 2003) ont démontré un niveau relativement élevé de non-conformité. La relation entre la taille de l'entreprise, le levier et le type de l'auditeur d'une part, et le niveau de conformité, d'autre part, est positive, tandis que la rentabilité n'a aucune influence sur le niveau de divulgation.

Vu la complexité des fusions due aux effets que ces opérations peuvent avoir sur les entreprises dans le plan économique, juridique, financier et comptables, aspects discutés dans le premier chapitre de la thèse, dans le quatrième chapitre « *L'analyse comparative concernant les implications juridiques et financières des opérations de fusion* » nous nous sommes concentrés sur les nombreux problèmes financiers et juridiques impliqués par la mise en œuvre d'une

fusion, en accordant une attention spéciale aux techniques d'évaluation d'entreprise qui sont essentiels dans la détermination du rapport d'échange.

La recherche théorique sur les aspects juridiques des fusions, réalisée dans une approche comparative de la législation roumaine et française, avec de références fréquentes aux directives européennes, souligne la complexité de la procédure nécessaire pour mener de telles opérations, caractérisé par l'étendue relativement importante et la nécessité pour le respect des procédures clairement définis. Un rôle important joue le projet de fusion qui constitue la base de toute transaction et comprend des informations essentielles au déroulement et à la comptabilisation des transactions.

En ce qui concerne les aspects financiers de fusions, l'analyse des étapes qui précèdent l'enregistrement en comptabilité de ces opérations, caractérisées par la nécessité d'utilisation des techniques d'évaluation et par les nombreux calculs financiers à réaliser, montrent quelques différences au niveau des deux pays analysées, concernant l'évaluation des apports des sociétés qui fusionnent et le calcul des composants de la prime de fusion. Ainsi, la loi française prévoit la somme à laquelle les apports sont évaluées en fonction de la situation de contrôle et du sens de l'opération, ainsi que le mode de calcul mali de fusions, étant plus étendue que celle roumaine et en capturant plus de cas survenant dans la pratique.

Compte tenu de l'importance du rapport d'échange pour établir le prix de la transaction, rapport qui est déterminé après l'évaluation des entités impliquées dans la fusion, nous avons procédé à une recherche théorique sur les méthodes d'évaluation et à une recherche empirique sur l'applicabilité des ces méthodes dans le calcul de la parité. Suite à la recherche théorique, on apprécie que les méthodes d'évaluation d'entreprises sont extrêmement nombreux, le comptable étant mise très souvent dans la situation délicate de choisir, parmi la multitude de méthodes d'évaluation, celle qui est la mieux adaptée à l'entité évaluée.

Bien qu'il y ait un grand nombre de méthodes d'évaluation d'entreprise, l'étude réalisé sur le marché français de fusions révèle que seulement peu d'entre eux sont couramment utilisées dans la détermination du rapport d'échange, les autres étant mentionnés sporadiquement dans les projets de fusion. Les plus fréquentes sont l'actif net réévalué, l'actualisation du flux de trésorerie et le cours boursier, ceux-ci étant déterminantes dans le calcul de la parité finale et ayant un pouvoir explicatif élevé.

Les spécialistes dans l'évaluation des entreprises ont constaté que les méthodes utilisées pour déterminer le rapport d'échange dépendent du secteur d'activité de la société, aspect qu'on a aussi analysé. Les analyses statistiques effectuées pour vérifier les pratiques d'évaluation sectorielle des sociétés ont confirmé nos attentes et les résultats obtenus par nos prédécesseurs (Trébuq, 2000; Boutant, 2008). Ainsi, l'analyse factorielle des correspondances a montré qu'il existe un lien significatif entre le secteur d'activité de l'entité et la méthode utilisée pour évaluer la société, les méthodes d'évaluations associées à chaque secteur étant en conformité avec les conclusions des spécialistes.

Après un long parcours qui a commencé par expliquer les concepts de fusion et d'acquisition, exposer les motivations de ces opérations et présenter l'état actuel des connaissances dans le

domaine, a continué avec les réglementations spécifiques à ces opérations et les aspects juridiques et financiers qui les caractérisent, dans le cinquième chapitre « *Approche comparative concernant le traitement comptable et les implication fiscales des fusions et acquisitions* » on termine ce processus en exposant le traitement comptable et fiscal des fusions et acquisitions, celui-ci constituant le dénouement des opérations de restructuration.

Poursuivant la démarche comparative adoptée dans les chapitres précédents, après l'analyse et l'explication du traitement comptable des différentes situations rencontrées dans la pratique, telles que les fusions entre sociétés indépendantes, entre les entreprises qui ont des liens en capital et les fusions entre les sociétés qui ont des capitaux propres négatifs, nous avons constaté que la législation roumaine a quelques lacunes et incohérences, comme en témoigne l'étude sur les réglementations comptables nationales réalisé dans le chapitre trois. Les lacunes existantes dans la législation roumaine, qui omet certains cas, comme le mali de fusions, ou traite d'autres situations de manière simpliste, comme par exemple le boni de fusion, déterminent l'interprétation de la loi et soulèvent des questions qui ne trouvent pas la réponse dans les règlements actuels. En revanche, la loi française est précise et complète, en évitant les mauvaises interprétations et aboutissant à un traitement comptable uniforme des opérations de fusion.

Compte tenu l'impact des aspects fiscaux sur sa rentabilité d'une fusion, il est extrêmement important de connaître le traitement fiscal de ces opérations, celui-ci pouvant influencer le succès d'une transaction. En analysant ces questions à travers la législation roumaine et française, nous avons trouvé qu'il y a des différences importantes entre les deux. Ainsi, contrairement à la loi roumaine, la loi française prévoit la possibilité que la fusion soit soumise soit a une régime fiscal de droit commun, impliquant des coûts élevés pour la société absorbée, soit a une régime de faveur, plus détendu que le précédent. Le traitement fiscal des fusions en Roumanie est plus proche du régime fiscal de faveur que du celui de droit commun. Pourtant, il y a une différence importante en ce qui concerne la récupération des pertes fiscales de l'entreprise acquise. Si la législation roumaine prévoit la récupération des pertes fiscales de la société acquise par la société absorbante, celle française est plus restrictive à cet égard, la récupération des pertes fiscales n'est possible qu'après l'obtention d'un accord de l'administration fiscale.

En conclusion, on peut dire que les fusions et acquisitions, indépendamment des leurs motivations, sont des stratégies mises en œuvre très souvent par les entreprises du monde entier, qui peuvent atteindre l'objectif de croissance externe à condition d'une connaissance détaillée des aspects juridiques, financiers, comptables et fiscaux spécifiques, ceux-ci pouvant faire la différence entre une transaction réussie et une échouée.

Contributions propres

Tenant compte que l'objectif principal de toute recherche est de créer de valeur ajoutée au domaine étudié, on va présenter la synthèse des principales contributions qu'on a apportées, à travers de la thèse, à l'état actuel des connaissances dans le domaine. Étant donné que la thèse a été réalisée en combinant la recherche théorique avec celle empirique, nous allons structurer les contributions en deux catégories: au niveau conceptuel et au niveau empirique.

Au niveau conceptuel, la recherche menée se distingue par:

- la présentation détaillée et le développement de plusieurs approches conceptuelles sur les fusions et acquisitions, la délimitation claire des deux notions et la réalisation d'une typologie complexe de ces opérations;
- la synthèse des nombreuses théories qui ont été développées pour tenter d'expliquer les motivations des fusions et acquisitions ou d'analyser leurs conséquences, celles-ci étant structurées en trois catégories: les théories de la croissance de valeur, les théories de la destruction de valeur ou la théorie de la valeur neutre;
- la délimitation de l'état actuel des connaissances dans le domaine de fusions et acquisitions, en effectuant une analyse quantitative et qualitative des recherches au niveau international. Par l'intermède des deux études on a identifié le paradigme de recherche prédominant, le type de recherche appliquée, la zone géographique analysée, les principales directions de recherche abordées et on a synthétisé les principaux résultats et contributions du chaque thème traité, en identifiant des nouvelles directions de recherche;
- l'examen critique des principales réglementations internationales, européennes et nationales en matière de fusions et acquisitions, leur évolution, l'interrelation existante et l'état actuel, à trois niveaux: juridique, fiscal et comptable
- l'analyse comparative et critique de la norme roumaine spécifique aux fusions, en vigueur au présent (OMFP 1.376/2004), et sa proposition d'amendement, en soulignant les améliorations, les omissions et les lacunes en offrant des idées d'amélioration de la législation;
- l'identification des enjeux juridiques et financiers impliqués par la mise en œuvre d'une fusions, comme l'élaboration du projet de fusion, évaluation de l'apport des sociétés qui fusionnent, la détermination du rapport d'échange, le calcul de la prime de fusion et de ses composants, en utilisant la méthode comparative dans l'analyse de la législation roumaine et française;
- le développement détaillé des méthodes utilisées dans l'évaluation des entreprises, en soulignant leurs avantages et leurs inconvénients, ainsi que le contexte dans lequel elles sont recommandées d'être utilisées et les conditions d'application;
- l'exemplification du traitement comptable des différents cas rencontrés dans la pratique des fusions et des acquisitions d'actifs et d'actions, des incidences fiscales des fusions et des opérations assimilées, dans une approche comparative à travers des normes roumaines et françaises.

Au niveau empirique, pour mettre en évidence les principales contributions apportées par l'intermède de la recherche effectuée, il faut faire référence aux résultats obtenus dans l'étude sur la mesure du niveau de conformité des divulgations des informations des sociétés roumaines cotées sur la BVB avec les exigences de la norme IFRS 3 (chapitre 3) et dans la recherche sur l'applicabilité des méthodes d'évaluation dans le fusion absorption en France (chapitre 4):

- Par l'intermède de l'étude concernant la divulgation des informations sur les regroupements d'entreprises par les sociétés roumaines cotées sur la BVB, nous avons mesuré le niveau de conformité de ces présentations avec les exigences de l'IFRS 3, montrant que les sociétés roumaines font partie du paysage international caractérisé par non-conformité. Nous avons également étudié l'influence que la taille des entreprises, le

levier, le type d'auditeur et la rentabilité ont sur le niveau de divulgation, cette étude contribuant à l'amélioration de la recherche nationale.

- Dans l'étude sur l'applicabilité des méthodes d'évaluation dans les fusions par absorption en France, nous avons identifié les méthodes d'évaluation utilisées dans la pratique, la fréquence d'utilisation de ces méthodes et le nombre moyen de critères mis en œuvre par chaque entreprise. Nous avons également démontré l'existence des pratiques sectorielle dans l'évaluation des sociétés qui fusionnent, en soutenant les opinions des chercheurs dans ce domaine, et on a mis en évidence les méthodes déterminantes dans le calcul de la parité final et le pouvoir explicatif de chaque méthode, ces résultats constituant un pas en avant dans la recherche internationale.

Faisant partie d'un domaine de recherche souvent étudié au niveau international, mais qui a déclenché moins d'intérêt au niveau national, la recherche menée a été un défi pour nous, mais nous croyons que l'objectif principal que nous avons fixé initialement, qui consiste dans le développement et l'approfondissement de la problématique des fusions et acquisitions, a été réalisée, comme en témoignent les résultats obtenus et les principales contributions à l'état de l'art.

Références bibliographiques

A. Livres

1. Alexander, D., Britton, A., Jorissen, A. (2003), *International Financial Reporting and Accounting*, Editura Thomson Learning, London
2. Barker, R. (2002), *L'évaluation des entreprises: modèles et mesures de la valeur*, Pearson Education France (Les Echos Edition), Paris
3. Berle, A.A. & Means, G.C. (1932), *The modern corporation and private property*, The MacMillan Company, New York
4. Bonaci, C.G. (2009), *Fundamente teoretice și practice ale contabilității instrumentelor financiare. De la Jonathan's Cofee-house și Tontine Cofee House la vremuri actuale de criză*, Editura Casa Cărții de Știință, Cluj-Napoca
5. Cairns, D. (1999), *The FT International Accounting Standards Survey*, Financial Times, London
6. Ceddaha, F. (2005), *Fusions acquisitions: évaluation, négociation, structuration*, Economica, Paris
7. Chelcea, S. (2007), *Metodologia cercetării sociologice. Metode cantitative și calitative*, ediția a 3-a, Editura Economică, București
8. Copeland, T., Koller, T., Murrin, J. (2000), *Valuation: Measuring and Managing the Value of Companies*, 3rd edition, Wiley & Sons, New York
9. Copeland, T.E, Weston, J.F., Shastri, K. (2005), *Financial Theory and Corporate Policy*, 4th edition, Pearson Education, Boston
10. Coutinet, N. & Sagot-Duvauroux, D. (2003), *Economie des fusions et acquisitions*, La Decouverte, Paris
11. Deaconu A. (2002), *Diagnosticul și evaluarea afacerilor*, Editura Intelcredo, Deva
12. Deaconu, A. (2009), *Valoarea justă – concept contabil*, Editura Economică, București
13. Dumbravă, P. (2004), *Modificări patrimoniale*, Editura Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca
14. Fekete, Sz. (2009), *Cercetare conceptuală și empirică privind raportările financiare din România și Ungaria. Convergență și conformitate cu IFRS*, Casa Cărții de Știință, Cluj-Napoca
15. Feleagă, N. & Ionașcu, I (1998), *Tratat de contabilitate financiară*, vol. II, Editura Economică, București
16. Gaughan P. A. (2007), *Mergers, acquisitions, and corporate restructurings*, 4th edition, John Wiley & Sons, New Jersey
17. Hitt, M.A., Harrison J.S., Ireland R.D. (2001), *Mergers and Acquisitions: A Guide to Creating Value for Stakeholders*, Oxford University Press, Oxford
18. Holmes, G., Sugden, A., Gee, A. (2002), *Interpreting company reports and accounts*, Prentice Hall Publications, Pearson Education, Edinburgh

19. Hurduzeu, G. (2002), *Achizițiile de firme pe piața de capital*, Editura Economică, București
20. Ienciu, I.A. (2009), *Implicațiile problemelor de mediu în auditul situațiilor financiare*, Editura Risoprint, Cluj-Napoca
21. Koller, T., Goedhart, M., Wessels, D. (2005), *Valuation: Measuring and Managing the Value of Companies*, 4th edition Hoboken, Wiley & Sons, New Jersey
22. Kro, P. & Le Theule, M.A. (2010), *Fusions et opérations assimilées*, Edition: CNED, Institut de Lyon, Lyon
23. La Chapelle, P. (2007), *L'évaluation des entreprises*, 3^{ème} édition, Economica, Paris
24. Lefter, C. (2004), *Cercetarea de marketing. Teorie și aplicații*, Editura Informaket, Brașov
25. Mățiș, D. (2003), *Contabilitatea operațiunilor speciale*, Editura Intelcredo, Deva
26. Mățiș, D. & Pop, A. (2009), *Contabilitate financiară*, Ediția a III-a, Editura Casa Cărții de Științe, Cluj-Napoca
27. Mățiș, D. (2010), *Bazele contabilității. Fundamente și premise pentru un raționament profesional autentic*, Editura Casa Cărții de Știință, Cluj-Napoca
28. Megginson, W.L. & Smart (2008), *Introduction to Corporate Finance*, 2nd edition, South-Western College Pub, USA
29. Meier, O. & Schier, G. (2009), *Fusions acquisitions: stratégie, finance, management*, 3^{ème} édition, Dunod, Paris
30. Müller, V.O. (2010), *Situațiile financiare consolidate – dezvoltări și aprofundări la nivel internațional, european și național*, Editura Alma Mater, Cluj-Napoca
31. Mustață, R.V. (2008), *Sisteme de măsurare a armonizării și diversității contabile – între necesitate și spontaneitate*, Editura Casa Cărții de Știință, Cluj-Napoca
32. Nișulescu I.(1997), *Reorganizarea și lichidarea societăților comerciale*, Editura Infomedica, București
33. Obert, R. (2004), *Pratique des norms IAS/IFRS*, Edition Dunod, Paris
34. Obert, R. (2008), *Pratique des mormes IFRS: comparaison avec les règles français et les US GAAP*, 4^{ème} édition, Dunod, Paris
35. Pânteă, I. P. (1999), *Managementul contabilității românești*, ediția a 2-a, Editura Intelcredo, Deva
36. Perman, R. & Scouller J. (2002), *Business Economics*, Oxford University Press, USA
37. Răchișan, R.P. (2008), *Restructurarea societăților comerciale prin fuziuni și divizări*, Editura Alma-Mater, Cluj-Napoca
38. Raffournier, B. (2005), *Les normes comptables internationales*, 2^{ème} édition, Economica, Paris
39. Rezaee, Z. (2001), *Financial Institution, Valuation, Mergers and Acquisitions*, John Wiley & Sons, New York
40. Ristea, M., Olimid, L., Calu, D.A. (2006), *Sisteme contabile comparate*, Editura CECCAR, București
41. Sherman, A.J, Hart, M.A. (2006), *Mergers & Acquisitions from A to Z*, 2nd edition, Amacom, New York
42. Smith, M. (2003), *Research methods in accounting*, SAGE Publications, Londra, UK

43. Tenenhaus, M. (2007), *Statistique: méthodes pour décrire, expliquer et prévoir*, Dunod, Paris
44. Tiron Tudor, A., Răchișan, R.P., Cristea, Ș. (2005), *Combinări de întreprinderi – fuziuni și achiziții*, Editura Accent, Cluj-Napoca
45. Toma, M. (2003), *Reorganizarea întreprinderilor prin fuziune și divizare*, Editura CECCAR, București
46. Van Horne, J.C. (2002), *Financial Management and Policy*, 12th edition, Prentice Hall Internațional, New Jersey
47. Weston, J.F., Mitchell, M.L., Mulherin, J.H. (2004), *Takeovers, restructuring and corporate governance*, 4th edition, Pearson Prentice Hall, Upper Saddle River
48. Weston, J.F., Weaver, S.C. (2001), *Mergers & Acquisitions*, McGraw-Hill, New York

B. Articles

1. Aboody, D., Kasznik, R., Williams, M. (2000), Purchase versus pooling in stock-for-stock acquisitions: Why do firms care?, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 29, no. 3: 261-286
2. Aharony, J. & Barniv, R. (2004), Using financial accounting information in the governance of takeovers: An analysis by type of acquirer, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 23, no. 5: 321-349
3. Aisbitt, S. (2003), Disclosure and choice of accounting policies: The case of cross-border mergers, *Accounting Forum*, vol. 27, no. 1: 4-27
4. Alexander, D. & Archer, S. (1996), Goodwill and the difference arising on first consolidation, *European Accounting Review*, vol. 5, no. 2: 243-269
5. Alexandridis, G., Antoniou, A., Petmezas, D. (2007), Divergence of Opinion and Post-Acquisition Performance, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 34, no. 3/4: 439-460
6. Ali, M. J., Ahmed, K., Henry, D., (2004), Compliance with national accounting standards by listed companies in south Asia, *Accounting and Business Research*, vol. 34, no. 3: 183-199
7. Andrews, C., Falmer, J., Riley, J., Todd, C., Volkan, A. (2009), SFAS 141(R): Global Convergence and Massive Changes in M&A Accounting, *Journal of Business & Economics Research*, vol. 7, no. 4: 125-135
8. Antoniou, A., Petmezas, D., Zhao, H. (2007), Bidder Gains and Losses of Firms Involved in Many Acquisitions, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 34, no. 7/8: 1221-1244
9. Asquith, P., Mikhail, M.B., Au, A.S. (2005), Information content of equity analyst reports, *Journal of Financial Economics*, vol. 75, no. 2: 245-282
10. Auerbach, A.J. & Reishus, D. (1988), The effects of taxation on merger decision. In *Corporate Takeovers: causes and consequences* (Ed. Auerbach, A.J.), University of Chicago Press, Chicago, 157-184

11. Avery, C., Chevalier, J.C., Schaefer, S. (1998), Why do managers undertake acquisitions? An analysis of internal and external rewards for acquisition, *Journal of Law, Economics and Organization*, vol. 14: 24-43
12. Ayers, B.C., Lefanowicz, C.E., Robinson, J.R. (2000), The Financial Statement Effects of Eliminating the Pooling-of-Interests Method of Acquisition Accounting, *Accounting Horizons*, vol. 14, no. 1: 1-19
13. Ayers, B.C., Lefanowicz, C.E., Robinson, J.R. (2004), The Effect of Shareholder-Level Capital Gains Taxes on Acquisition Structure, *The Accounting Review*, vol. 79, no. 4: 859-887
14. Ayers, B.C., Lefanowicz, C.E., Robinson, J.R. (2007), Capital Gains Taxes and Acquisition Activity: Evidence of the Lock-in Effect, *Contemporary Accounting Research*, vol. 24, no. 2: 315-344
15. Bae, S.C. & Park, J.R. (1994), Acquisition of Failing Firms and Stockholder Returns, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 9, no. 3: 511-529
16. Bannister, J.W. & Riahi-Belkaoui, A. (1991), Value Added and Corporate Control in the U.S., *Journal of International Financial Management & Accounting*, vol. 3, no. 3: 241-257
17. Barnes, P. (1990), The Prediction of Takeover Targets in The U.K. by Means of Multiple Discriminant Analysis, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 17, no. 1: 73-84
18. Bartley, J.W. & Boardman, C.M. (1990), The Relevance of Inflation Adjusted Accounting Data to the Prediction of Corporate Takeovers, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 17, no. 1: 53-72
19. Bartov, E., Moharam, P., Seethamraju, C. (2002), Valuation of internet stocks – an IPO perspective, *Journal of Accounting Research*, vol. 40, no. 2: 321-345
20. Bavay, F. & Beau, D. (1990), L'impact des politiques de croissance externe: l'expérience des entreprises françaises au cours des années quatre-vingt, *Economie et Statistique*, no. 35: 29-39
21. Beattie, V. & Goodacre, A. (2006), A new method for ranking academic journals in accounting and finance, *Accounting and Business Research*, vol. 36, no. 2: 65-91
22. Bebchuk, L., Cohen, A., & Ferrell, A. (2009), What matters in corporate governance? *Review of Financial Economics*, vol. 22, no. 2: 783-827
23. Bellier Delienne, A. & Bour, E. (2007), Etude des méthodes d'évaluation des sociétés faisant l'objet d'une offre publique d'achat, *La revue du Financier*, no. 165: 4-31
24. Ben-Amar, W. & André, P. (2006), Separation of Ownership from Control and Acquiring Firm Performance: The Case of Family Ownership in Canada, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 33, no. 3/4: 517-543
25. Berkovitch, E. & Narayanan, M.P. (1993), Motives for Takeovers: An Empirical Investigation, *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, vol. 76, no. 1: 347-362
26. Black, E. (1998), Life cycle impacts on the incremental value relevance of earnings and cash flow measures, *Journal of Financial Statement Analysis*, vol. 4, no. 1: 40-56
27. Black, E.L., Carnes, T.A., Jandik, T., Henderson, B.C. (2007), The Relevance of Target Accounting Quality to the Long-Term Success of Cross-Border Mergers, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 34, no. 1/2: 139-168
28. Boisselier, P. & Dufour, D. (2004), *Introduction en bourse et gestion du résultat: l'exemple du nouveau marché*, 17ème journées nationales des IAE, Lyon

29. Bojanic, S.L. & Officer, D.T. (1994), Corporate Takeover Barriers: Valuation and Firm Performance, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 21, no. 4: 589-601
30. Bonner S.E., Hesford, J.W., Van der Stede, W.A., Young, S.M. (2006), The most influential journals in academic accounting, *Accounting, Organizations and Society*, vol. 31, no. 7: 663–685
31. Botsari, A. Meeks, G. (2008), Do Acquirers Manage Earnings Prior to a Share for Share Bid?, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 35, no. 5/6: 633-670
32. Brennan, N. (1999), Voluntary Disclosure of Profit Forecasts by Target Companies in Takeover Bids, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 26, no. 7/8: 883-917
33. Brennan, N. (2000), An empirical examination of forecast disclosure by bidding companies, *Accounting and Business Research*, vol. 30, no. 3: 175-194
34. Browman, E.H. & Singh, H. (1993), Corporate Restructuring: Reconfiguring the Firm, *Strategic Management Journal*, vol. 14, Special Issue: 5-14
35. Brown, L.D., Huefner, R.J., Sanders Jr., R.W. (1994), A Test of the Reliability of Current Cost Disclosures, *Abacus*, vol. 30, no. 1: 2-17
36. Brown, S., Finn, M., Ole-Kristian, H. (2000), Acquisition-Related Provision-Taking and Post-Acquisition Performance in the UK Prior to FRS 7, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 27, no. 9/10: 1233-1265
37. Bruner, R.F. (1988), The use of excess cash and debt capacity as a motive for mergers, *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, vol. 23, no. 2: 199-217
38. Bruner, R.F., Eads, K.M., Harris, R.S., Higgins, R.C. (1998), Best Practices in Estimating the Cost of Capital: Survey and Synthesis", *Financial Practice and Education*, vol. 8, no. 1: 13-28
39. Bugeja, M. & Walter, T. (1995), An empirical analysis of some determinants of the target shareholder premium in takeovers, *Accounting and Finance*, vol. 35, no. 2: 33-60
40. Bugeja, M. (2005), Effect of independent expert reports in Australian takeovers, *Accounting and Finance*, vol. 45, no. 4: 519-536
41. Bugeja, M., Silva Rosa, R., Walter, T. (2005), Expert reports in australian takeovers: fees and quality, *Abacus*, vol. 41, no. 3: 307-322
42. Bugeja, M. & da Silva Rosa, R. (2008), Taxation of shareholder capital gains and the choice of payment method in takeovers, *Accounting and Business Research*, vol. 38, no. 4: 331-350
43. Cakici, N., Hessel, C., Tandon, K. (1991), Foreign Acquisitions in the United States and the Effect on Shareholder Wealth, *Journal of International Financial Management & Accounting*, vol. 3, no. 1: 39-60
44. Cartwright, S. & Schoenberg, R. (2006), Thirty Years of Mergers and Acquisitions Research: Recent Advances and Future Opportunities, *British Journal of Management*, vol. 17: S1-S5
45. Cassia, L., Plati, A., Vismara, S. (2007), Equity Valuation Using DCF: A Theoretical Analysis of the Long Term Hypotheses, *Investment Management and Financial Innovations*, vol. 4, no. 1
46. Cefis, E., Rosenkranz, S., Weitzel, U. (2008), Effects of coordinated strategies on product and process R&D, *Journal of Economics*, vol. 96, no. 3: 193-222

47. Chan, K.C., Chan, K.C., Seow, G.S., Tam, K. (2009), Ranking accounting journals using dissertation citation analysis: A research note, *Accounting, Organizations and Society*, vol. 34, no. 6/7: 875-885
48. Chapple, L., Clarkson, P.M., King, J.J. (2010), Private equity bids in Australia: an exploratory study, *Accounting and Finance*, vol. 50, no. 1: 79-102
49. Chatterjee, S. (1986), Types of Synergy and Economic Value: The Impact of Acquisitions on Merging and Rival Firms, *Strategic Management Journal*, vol. 7, no. 2: 119-139
50. Chatterjee, R. & Meeks, G. (1996), The Financial Effects of Takeover: Accounting Rates of Return and Accounting Regulation, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 5/6: 851-868
51. Cheng, L.T.W., Chan, K.C. (1995), A Comparative Analysis of the Characteristics of International Takeovers, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 22, no. 5: 637-658
52. Cheng, R.H., Dunne, K.M., Nathan, K.S. (1997), Target shareholders' returns: The effect of diversity in accounting standards and tax treatments in cross-border acquisitions, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 16, no. 1: 35-62
53. Choi, F.D.S. & Lee, C. (1991), Merger Premia and National Differences in Accounting for Goodwill, *Journal of International Financial Management & Accounting*, vol. 3, no. 3: 219-240
54. Clem, A., Cowan, A.R., Jeffrey, C. (2004), Market Reaction to Proposed Changes in Accounting for Purchased Research and Development in R&D-Intensive Industries, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 19, no. 4: 405-428
55. Cochran, W.G. (1952), The χ^2 test of goodness of fit, *Annals of Mathematical statistics*, no. 23: 315-345
56. Cohen, E. & Perez, R. (1999), Vingt ans d'analyse financière en France, *Comptabilité – Contrôle - Audit* vol. 5, numéro spécial: 61-76
57. Conn, R.L. & Connell, F. (1990), International Mergers: Returns to U.S. and British Firms, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 17, no. 5: 689-711
58. Conn, R.L., Cosh, A., Guest, P.M., Hughes, A. (2005), The Impact on UK Acquirers of Domestic, Cross-border, Public and Private Acquisitions, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 32, no. 5/6: 815-870
59. Conyon, M. J., & K. J. Murphy (2002), Stock Based Compensation, în J. A. McCahery, R. Moerland, T. Raaijmakers, L. Renneboog (eds.), *Corporate Governance Regimes: Convergence and Diversity*, Oxford University Press, Oxford
60. Cooke, T. E. (1989) Disclosure in the Corporate Annual Reports of Swedish Companies, *Accounting and Business Research*, vol. 19, no. 74: 113-124
61. Cooke, T.E. (1991), Environmental Factors Influencing Mergers and Acquisitions in Japan, *Journal of International Financial Management & Accounting*, vol. 3, no. 2: 160-188
62. Cooke, T. E. (1998) Regression Analysis in Accounting Disclosure Studies, *Accounting and Business Research*, vol. 28, no. 3: 209-224
63. Cosh, A., Guest, P.M., Hughes, A. (2006), Board Share-Ownership and Takeover Performance, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 33, no. 3/4: 459-510
64. Costea, I.M. (2007), Regimul fiscal comunitar al fuziunii, divizării, transferului sau schimbului de active, *Analele Științifice ale Universității „Al.I.Cuza” Iași*, Tomul LIII - Științe Juridice, pg. 137-149

65. Crawford, D. & Lechner, T.A. (1996), Takeover Premiums and Anticipated Merger Gains in the US Market for Corporate Control, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 5/6: 807-829
66. Curuk, T. (2009), An analysis of companies compliance with the EU disclosure requirements and corporate characteristics influencing it: A case study of Turkey, *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 20: 635-650
67. D'engremont, G., Esmein, T., Rolland, P.O. (1997), L'évaluation pour les squeeze-out à la française, *Analyse financière*, no. 112: 81-91
68. Davidson III, W.N. & Cheng, L.T.W. (1997), Target Firm Returns: Does the Form of Payment Affect Abnormal Returns?, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 24, no. 3/4: 465-479
69. Davis, M.L. (1990), Differential Market Reaction to Pooling and Purchase Methods, *The Accounting Review*, vol. 65, no. 3: 696-709
70. DeAngelo, L. E. (1990), Equity valuation and corporate control, *The Accounting Review*, vol. 65, no. 1: 93-112
71. Demirakos, E.G., Strong, N.C., Walker, M. (2004), What valuation models do Analysts use?, *Accounting Horizons*, vol. 18, no. 4: 221-240
72. Derhy, A. (1997), Fusions et Acquisitions: la logique sectorielle, *La Revue Française de Gestion*, no. 112: 39-51
73. Devos, E., Kadapakkam, P.R., Krishnamurthy, S. (2008), How Do Mergers Create Value? A Comparison of Taxes, Market Power, and Efficiency Improvements as Explanations for Synergies, *Review of Financial Studies*, vol. 22, no. 3: 1179-1211
74. Dhaliwal, D.S., Newberry, K.J., Weaver, C.D. (2005), Corporate Taxes and Financing Methods for Taxable Acquisitions, *Corporate Accounting Research*, vol. 22, no. 1: 1-30
75. Dickerson, A., Gibson, A.H., Tsakalotos, E. (1997), The Impact of Acquisitions on Company Performance: Evidence from a Large Panel of UK Firms, *Oxford Economic Papers*, vol. 49, no. 3: 344-361
76. DiGabriele, J.A. (2008), The Moderating Effects of Acquisition Premiums in Private Corporations: An Empirical Investigation of Relative S Corporation and C Corporation Valuations, *Accounting Horizons*, vol. 22, no. 4: 415-424
77. Diggle, G. & Nobes, C. (1994), European Rule-making in The Seventh Directive as a Case Study, *Accounting and Business Research*, vol. 24, no. 96: 319-333
78. Dong, M., Hirschleifer, D., Richardson, S., Teoh, S.H. (2006), Does Investor Misperception Drive the Takeover Market? *Journal of Finance*, vol. 61, no. 2: 725-762
79. Dorata, N.T. & Badawi, I.M. (2008), International convergence: The case of accounting for business combinations, *The CPA Journal*, (April): 36-38
80. Doukas, J. (1995), Overinvestment, Tobin's q and Gains from Foreign Acquisitions, *Journal of Banking & Finance*, vol. 19, no. 7: 1285-303
81. Dowdell, T.D. & Press, E. (2004), The impact of SEC scrutiny on financial statement reporting of in-process research and development expense, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 23, no. 3: 227-244
82. Dowdell, T.D., Lim, S.C., Press, E. (2009), Were In-Process Research and Development Charges Too Aggressive?, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 36, no. 5/6: 531-551

83. Draper, P. & Paudyal, K. (1999), Corporate Takeovers: Mode of Payment, Returns and Trading Activity, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 26, no. 5/6: 521-558
84. Draper, P. & Paudyal, K. (2008), Information Asymmetry and Bidders' Gains, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 35, no. 3/4: 376-405
85. Dumontier, P. & Raffournier, B. (1998), Why Firms Comply Voluntarily with IAS: An Empirical Analysis with Swiss Data, *Journal of International Financial Management and Accounting*, vol. 9, no. 3: 216-245
86. Dunne, K.M. (1990), An empirical analysis of management's choice of accounting treatment for business combinations, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 9, no. 2: 111-133
87. Dunne, K.M. & Rollins, T.P. (1992), Accounting for goodwill: A case analysis of the U.S., U.K. and Japan, *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, vol. 1, no. 2: 191-207
88. Dunstan, K., Percy, M., Walker, J. (1993), Accounting for goodwill in an Australian context, *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, vol. 2, no. 1: 23-41
89. Eckbo, B.E. (1983), Horizontal mergers, collusion, and stockholder wealth, *Journal of Financial Economics*, vol. 11, no.1-4: 241-273
90. Eckbo, B.E. & Wier, P. (1985), Antimerger policy under the Hart-Scott-Rodino Act: A reexamination of the market power hypothesis, *Journal of Law and Economics*, vol. 28, no. 1: 119-149
91. Eckbo, B.E. (1985), Mergers and the market concentration doctrine: Evidence from the capital market, *Journal of Business*, vol. 58, no. 3: 325-349
92. Eckbo, E.B. (1992), Mergers and the Value of Antitrust Deterrence, *Journal of Finance*, vol. 47: 1005-1029
93. Eddey, P.H. (1991), Corporate Raiders and Takeover Targets, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 18, no. 2: 151-171
94. Eddey, P. (1993), Independent expert's reports in takeover bids, *Accounting and Finance*, vol. 33, no. 1: 1-18
95. Eddey, P.H., Lee, K.W., Taylor, S.L. (1996), What Motivates Going Private?: An Analysis of Australian Firms, *Accounting and Finance*, vol. 36, no. 1: 31-50
96. Eddey, P.H., Taylor, S.L. (1999), Directors' Recommendations on Takeover Bids and the Management of Earnings: Evidence from Australian Takeovers, *Abacus*, vol. 35, no. 1: 29-45
97. Ekkayokkaya, M., Holmes, P., Paudyal, K. (2009), Limited Information and the Sustainability of Unlisted-Target Acquirers' Returns, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 36, no. 9/10: 1201-1227
98. Erhel, J. (1980), Les facteurs de l'évaluation dans les opérations de fusions absorptions, *Analyse financière*, no. 2: 66-72
99. Erickson, M. (1998), The Effect of Taxes on the Structure of Corporate Acquisitions, *Journal of Accounting Research*, vol. 36, no. 2: 279-298
100. Erickson, M. & Wang, S. (1999), Earnings management by acquiring firms in stock for stock mergers, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 27, no 2: 149-176
101. Erickson, M. & Wang, S. (2007), Tax Benefits as a Source of Merger Premiums In Acquisitions of Private Corporations, *Accounting Review*, vol. 82, no. 2: 359-387

102. Faccio, M. & Masulis, R. (2005), The choice of payment method in European mergers and acquisitions, *Journal of Finance*, vol. 60, no. 3: 1345-1388
103. Faleye, O. (2007), Classified Boards, Firm Value, and Managerial Entrenchment, *Journal of Financial Economics*, vol. 83, no. 2: 501-529
104. Fall, A.M. & Mohan, N.K. (1991), When LBOs go IPO, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 18, no. 3: 393-403
105. Fama, E.F. (1980), Agency problems and the theory of the firm, *Journal of Political Economy*, vol. 88, no. 2: 288-307
106. Fee, C.E. & Thomas, S. (2004), Sources of Gains in Horizontal Mergers: Evidence from Customer, Supplier, and Rival Firms, *Journal of Financial Economics*, vol. 74, no. 3: 423-460
107. Feinberg, R.M. (1985), "Sales at Risk": A Test of the Mutual Forbearance theory of Conglomerate Behaviour, *Journal of Business*, vol. 58, no. 2: 225-241
108. Fekete, Sz., Matis, D., Lukács, J. (2008), Factors influencing the extent of corporate compliance with IFRS. The case of Hungarian listed companies, *Annales Universitatis Apulensis Series Oeconomica*, vol. 1, no. 10
109. Feleagă, N. & Vasile, C. (2006), Guvernanța întreprinderii, între clasicism și modernism, *Economie teoretică și aplicată*, nr. 7: 21-30
110. Finn, F. & Hodgson, A. (2005), Takeover activity in Australia: endogenous and exogenous influences, *Accounting and Finance*, vol. 45, no. 3: 375-394
111. Firth, M. (1991), Corporate Takeovers, stockholders returns and executive rewards. *Managerial and Decision Economics*, vol. 12, no. 6: 441-428
112. Ghosh, A. (2004), Increasing Market Share as a Rationale for Corporate Acquisitions, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 31, no. 1/2: 209-247
113. Gilbert, E.W. & Lyn, E.O. (1990), The Impact of Target Managerial Resistance on the Shareholders of Bidding Firms, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 17, no. 4: 497-510
114. Gilson, R.J., Scholes, M.S., Wolfson, M.A. (1988), Taxation and the dynamics of corporate control: the uncertain case for tax-motivated acquisitions, In *Knights, raiders and targets* (Eds. Coffee, J.C., Lowenstein, L., Rose-Ackerman, S.), Oxford University Press, New York, 271-299
115. Giner, B.G. (1997), The influence of company characteristics and accounting regulation on information disclosed by Spanish Firms", *The European Accounting Review*, vol. 5, no. 2: 45- 68
116. Glaum, M. & Street, D.L. (2003), Compliance with the Disclosure Requirements of Germany's New Market: IAS Versus US GAAP, *Journal of International Financial Management and Accounting*, vol. 14, no. 1: 64-100
117. Goergen, M. & Renneboog, L. (2004), Shareholder Wealth Effects of European Domestic and Cross-border Takeover Bids, *European Financial Management*, vol. 10, no. 1: 9-45
118. Gompers, P. A., Ishii, J. L., Metrick, A. (2003), Corporate governance and equity prices, *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 118: 107-155
119. Graham, J.R., Harvey, C.R. (2001), The Theory and Practice of Corporate Finance: Evidence from the Field, *Journal of Financial Economics*, vol. 60, no. 2-3: 187-243

120. Gregory, A. (1997), An examination of the long run performance of UK acquiring firms, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 24, no. 7/8: 971-1002
121. Gregory, A. (2000), Motives underlying the method of payment by UK acquirers: the influence of goodwill, *Accounting and Business Research*, vol. 30, no. 3: 227-240.
122. Gregory, A. (2005), The Long Run Abnormal Performance of UK Acquirers and the Free Cash Flow Hypothesis, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 32, no. 5/6: 777-814
123. Guo, R.J., Kruse, T. A., Nohel, T. (2008), Undoing the powerful anti-takeover force of staggered boards, *Journal of Corporate Finance*, vol. 14, no. 3: 274-288
124. Haleblian, J., Devers, C.E., McNamara, G., Carpenter, M.A., Davison, R.B. (2009), Taking Stock of What We Know About Mergers and Acquisitions: A Review and Research Agenda, *Journal of Management*, vol. 35, no. 3: 469-502
125. Hall, P.L., Anderson, D.C. (1997), The Effect of Golden Parachutes on Shareholder Wealth and Takeover Probabilities, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 24, no. 3/4: 445-463
126. Hanson, R. (1992), Tenders offers and free cash flow: an empirical analysis, *The Financial Review*, vol. 27, no. 2: 185-209
127. Harford, J. (1999), Corporate Cash Reserves and Acquisitions, *Journal of Finance*, vol. 54, no. 6: 1969-1997
128. Hasbrouck, J. (1985), The Characteristics of Takeover Targets: Q and Other Measures, *Journal of Banking & Finance*, vol. 9, no. 3: 351-362
129. Haw, I. & Pastena, V.S. (1990), Market Manifestation of Nonpublic Information Prior to Mergers: The Effect of Ownership Structures, *The Accounting Review*, vol. 65, no. 2: 432-451
130. Haw, I.M., Jung, K., Ruland, W. (1994), The Accuracy of Financial Analysts' Forecasts after Mergers, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 9, no. 3: 465-483
131. Hayn, C. (1989), Tax attributes as determinants of shareholder gains in corporate acquisitions, *Journal of Financial Economics*, vol. 23, no. 1: 121-153
132. Hayn, C. & Hughes, P.J. (2006), Leading Indicators of Goodwill Impairment, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 21, no. 3: 223-265
133. Hayward, M.L.A. & Hambrick, D.C. (1997), Explaining the premiums paid for large acquisitions: Evidence of CEO hubris, *Administrative Science Quarterly*, vol. 42, no. 1: 103-127
134. Healy, P.M., Palepu, K.G., Ruback, R.S. (1992), Does Corporate Performance Improve After Mergers?, *Journal of Financial Economics*, vol. 31, no. 135: 135-175
135. Healy, P., Palepu, K., Ruback, R. (1997), Which Takeovers Are Profitable? Strategic or Financial, *MIT Sloan Management Review*, vol. 38, no. 4: 45-57
136. Henning, S.L., Lewis, B.L., Shaw, W.H. (2000), Valuation of the Components of Purchased Goodwill, *Journal of Accounting Research*, vol. 38, no. 2: 375-386
137. Henock, L. (2005), Acquirers' abnormal returns and the non-Big 4 auditor clientele effect, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 40, no. 1-3: 75-99
138. Henry, D. (2005), Directors' Recommendations in Takeovers: An Agency and Governance Analysis, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 32, no. 1/2: 129-159

139. Higgins, R.C. & Schall, L.C. (1975), Corporate Bankruptcy and Conglomerate Mergers, *Journal of Finance*, vol. 30, no. 1: 93–113
140. Hirschey, M. & Richardson, V.J. (2002), Information content of accounting goodwill numbers, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 21, no. 3: 173-191
141. Hodgdon, C., Tondkar, R. H., Adhikari, A., Harless, D.W. (2008), Compliance with IFRS disclosure requirements and individual analysts' forecast errors, *Journal of International Accounting, Auditing & Taxation*, vol. 17, no. 1: 1-13
142. Hodgdon, C., Tondkar, R. H., Adhikari, A., Harless, D.W., (2009), Compliance with International Financial Reporting Standards and auditor choice: New evidence on the importance of statutory audit, *The international Journal of Accounting*, vol. 44: 33-55
143. Holl, P. & Kyriazis, D. (1997), Agency, bid resistance and the market for corporate control, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 24, no. 7/8: 1037-1066
144. Holland, K.M. & Hodgkinson, L. (1994), The Pre-Announcement Share Price Behaviour of Uk Takeover Targets, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 21, no. 4: 467-490
145. Holmen, M., Knopf, J.D., Peterson, S. (2007), Trading-off Corporate Control and Personal Diversification through Capital Structure and Merger Activity, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 34, no. 9/10: 1470-1495
146. Inchausti, B. (1997), The influence of company characteristics and accounting regulation on information disclosed by Spanish firms, *European Accounting Review*, vol. 6, no. 1: 45-68
147. Jaggi, D. & Dorata, N.T. (2006), Association between Bid Premium for Corporate Acquisitions and Executive Compensation, *Journal of Accounting, Auditing & Finance*, vol. 21, no: 4: 373-397
148. James, K., How, J., Verhoeven, P. (2008), Did the goodwill accounting standard impose material economic consequences on Australian acquirers?, *Accounting and Finance*, vol. 48, no. 4: 625-647
149. Jensen, M.C. (1986), Agency Costs of Free Cash Flow, Corporate Finance and Takeovers, *American Economic Review*, vol. 76, no. 2: 323-329
150. Jensen, M.C. (1987), The free cash flow theory of takeovers: a financial perspective on mergers and acquisitions and the economy, *Federal Reserve Bank of Boston in its journal Conference Series*, pp. 102-143
151. Jensen, M.C., & Meckling, W.H. (1976), Theory of the firm: managerial behavior, agency costs and ownership structure, *Journal of Financial Economics*, vol. 3, no. 4: 305-360
152. Jensen, Michael C. & Murphy, J. Kevin. (1990), Performance pay and top-management incentives, *Journal of Political Economy*, vol. 98, no. 2: 225-263
153. Jones, S. & Hensher, D.A. (2007), Evaluating the Behavioural Performance of Alternative Logit Models: An Application to Corporate Takeovers Research, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 34, no. 7/8: 1193-1220
154. Jurcău, A. & Andreicovici, I. (2010), A Survey on Business Evaluation Methods Used in Mergers, *Analele Universității din Oradea, seria Științe Economice*, tom XIX, nr. 2: 892-898

155. Jurcău, A., Andreicovici, I., Mătiș, D. (2011), The Macroeconomic Determinants of Romanian Cross-border Mergers and Acquisitions, *International Journal of Business Research*, vol. 11, no. 2: 224-230
156. Kallunki, J.P., Pyykkö, E., Laamanen, T. (2009), Stock Market Valuation, Profitability and R&D Spending of the Firm: The Effect of Technology Mergers and Acquisitions, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 36, no. 9/10: 1201-1227
157. Kamela-Sowinska, A. (1995), Goodwill in the process of privatization in Poland, *European Accounting Review*, vol. 4, no. 4: 765-776
158. Kennedy, V.A. & Limmack, R.J. (1996), Takeover Activity, CEO Turnover, and The Market for Corporate Control, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 2: 267-285
159. Keown, A.J., Pinkerton, J.M., Bolster, P.J. (1992), Merger Announcements, Asymmetrical Information, and Trading Volume: An Empirical Investigation, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 19, no. 6: 901-910
160. Kim, E. H. & Singal, V. (1993), Mergers and market power: Evidence from the airline industry, *American Economic Review*, vol. 83, no. 3: 549-569
161. Kim, M. & Ritter, J.R. (1999), Valuing IPOs, *Journal of Financial Economics*, vol. 53, no. 3: 409-437
162. Kimbrough, M.D. (2007), The Influences of Financial Statement Recognition and Analyst Coverage on the Market's Valuation of R&D Capital, *The Accounting Review*, vol. 82, no. 5: 1195-1225
163. Lahey, K.E., Conn, R.L. (1990), Sensitivity of Acquiring Firms' Returns to Alternative Model Specifications and Disaggregation, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 17, no. 3: 421-439
164. Lang, L.H.P., Stulz, R.M., Walking, R.A. (1991), A Test of the Free Cash Flow Hypothesis: The Case of Bidder Returns, *Journal of Financial Economics*, vol. 29, no. 2: 315-335
165. Lee, C. & Choi, F.D.S. (1992), Effects of Alternative Goodwill Treatments on Merger Premia: Further Empirical Evidence, *Journal of International Financial Management & Accounting*, vol. 4, no. 3: 220-236
166. Lewellen, W., Loderer, C., Rosenfeld, A. (1985), Merger Decisions and Executive Stock Ownership in Acquiring Firms, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 7, no. 1/3: 209-231
167. Lewellen, W.G (1971), A pure financial rationale for the conglomerate merger, *Journal of Finance*, vol. 26, no. 2: 521-537
168. Limmack, R.J. (1991), Corporate Mergers and Shareholder Wealth Effects: 1977-1986, *Accounting and Business Research*, vol. 21, no. 83: 239-251
169. Liu, J., Nissim, D, Thomas, J. (2000), Equity Valuation Using Multiples, *Journal of Accounting Research*, vol. 40, no. 1: 135- 172
170. Loughran, T. & Vijh, A. (1997), Do long-term shareholders benefit from corporate acquisitions?, *Journal of Finance*, no. 52: 1765-1790
171. Luypaert, M. & Huyghebaert, N. (2007), Determinants of Growth through Mergers and Acquisitions: An Empirical Analysis, *European Financial Management Association Vienna* (Austria) disponibil on-line la

<http://www.efmaefm.org/OEFMAMEETINGS/EFMA%20ANNUAL%20MEETINGS/2007-Vienna/Papers/0166.pdf>

172. Maheswaran, K. & Pinder, S. (2005), Australian evidence on the determinants and impact of takeover resistance, *Accounting and Finance*, vol. 45, no. 4: 613-633
173. Malmendier, U. & Tate, G. (2005a), CEO overconfidence and corporate investment, *Journal of Finance*, vol. 60, no. 6: 2661-2700
174. Malmendier, U. & Tate, G. (2005b), Does overconfidence affect corporate investment? CEO overconfidence, measures revisited, *European Financial Management*, vol. 11, no. 5: 649-659
175. Malmendier, U. & Tate, G. (2008), Who makes acquisitions? CEO overconfidence and the market's reaction, *Journal of Financial Economics*, vol. 89, no. 1: 20-43
176. Manne, H.G. (1965), Mergers and the Market for Corporate Control, *Journal of Political Economy*, vol. 73, no. 2: 110-120
177. Martínez-Jerez, F.A. (2008), Governance and Merger Accounting: Evidence from Stock Price Reactions to Purchase versus Pooling, *European Accounting Review*, vol. 17, no. 1: 5-35
178. Martynova, M. & Renneboog, L. (2008), A Century of Corporate Takeovers: What Have We Learned and Where Do We Stand?, *Journal of Banking & Finance*, vol. 32, no. 10: 2148-2177
179. Masters-Stout, B., Costigan, M.L., Lovata, L.M. (2008), Goodwill impairments and chief executive officer tenure, *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 19, no. 8: 1370-1383
180. Mătiș, D. (2002), Fuziunea societăților comerciale (I), *Studia Universitatis Babeș-Bolyai, Oeconomica*, nr. 2
181. Morck, R., Shleifer, A., Vishny, R.W. (1990), Do managerial objectives drive bad acquisitions?, *Journal of Finance*, vol. 45, no. 1: 31-48
182. Mueller, D.C. (1969), A theory of conglomerate mergers, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 83, no. 4: 643-659
183. Mukherjee, T.K., Kiymaz, H., Baker H.K. (2004), Merger Motives and Target Valuation: A Survey of Evidence from CFOs, *Journal of Applied Finance*, vol. 14, no. 2: 7-24
184. Muller, K.A III (1999), An examination of the voluntary recognition of acquired brand names in the United Kingdom, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 26, no. 1-3: 179-191
185. Myers, S.C. & Majluf, N.S. (1984), Corporate financing and investment decisions when firms have information that investors do not have, *Journal of Financial Economics*, vol. 13, no. 2: 187-221
186. Nag, G.C. & Pathak, R.D. (2009), Corporate Restructuring: a Boon for Competitive Advantage, *Advances in Competitiveness Research*, vol. 17, no. 1/2: 21-40
187. Nathan, K. & Dunne, K.M. (1991), The purchase-pooling choice: Some explanatory variables, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 10, no. 4: 309-323
188. Nobes, C. & Norton, J. (1996), International variations in the accounting and tax treatments of goodwill and the implications for research, *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, vol. 5, no. 2: 179-196

189. Ocaña, C., Peña, J.I., Robles, D. (1997), Preliminary Evidence on Takeover Target Returns in Spain: A Note, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 24, no. 1: 145-153
190. O'Sullivan, N. & Wong, P. (1999), Board composition, ownership structure and hostile takeovers: some UK evidence, *Accounting and Business Research*, vol. 29, no. 2: 139-155
191. Palepu, K.G., (1986) Predicting Takeover Targets: A Methodological and Empirical Analysis, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 8, no. 1: 3-35
192. Pansard, J.F. (2007), Comment choisir une méthode d'évaluation, *Economie et Comptabilité*, no. 237
193. Parkinson, C. & Dobbins, R. (1993), Returns to Shareholders in Successfully Defended Takeover Bids: Uk Evidence 1975-1984, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 20, no. 4: 501-520
194. Penman, S.H., Sougiannis, T. (1998), A Comparison of Dividends, Cash Flows and Earnings Approaches to Equity Valuation, *Contemporary Accounting Research*, vol. 15, no. 3: 343-383
195. Pleș, A. (2010), Impedimente fiscale privind fuziunile, *Curierul fiscal*, no. 4
196. Powell, R. & Yawson, A. (2007), Are Corporate Restructuring Events Driven by Common Factors? Implications for Takeover Prediction, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 34, no. 7/8: 1169-1192
197. Powell, R.G. (1997), Modelling takeover likelihood, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 24, no. 7/8: 1009-1030
198. Powell, R.G. (2001), Takeover Prediction and Portfolio Performance: A Note, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 28, no. 7/8: 993-1011
199. Prager, R. A. (1992), The effects of horizontal mergers on competition: The case of the Northern Securities Company, *Rand Journal of Economics*, vol. 23, no. 1: 123-133
200. Precupetu, E. & Danil, M. (1993), Despre fuziunea societăților comerciale, *Revista de drept comercial*, nr. 6
201. Răchișan R. (2004), *The effects of taxes on the structure of corporate acquisitions*, Conference Informatics, Management, Economics, Administration, Ed. Institut Royvoje Evropskzch Regioni, Czech Republic
202. Răchișan, R.P., Groșanu, A., Berinde, S., Răchișan, A. (2008), The impact of the structure of shareholding on the restructuring operations taking place in Romania, *Journal of the Academy of Business and Economics*, disponibil on-line la http://findarticles.com/p/articles/mi_m0OGT/is_3_8/ai_n31329877/pg_14/
203. Rahman, R.A. & Limmack, R.J. (2004), Corporate Acquisitions and the Operating Performance of Malaysian Companies, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 31, no. 3/4: 359-400
204. Rau, P.R. & Vermaelen, T. (1998), Glamour, Value and the Post-Acquisition Performance of Acquiring Firms, *Journal of Financial Economics*, vol. 49, no. 2: 223-253
205. Robinson, J.R. & Shane, P.B. (1990), Acquisition Accounting Method and Bid Premia for Target Firms, *The Accounting Review*, vol. 65, no. 1: 25-48
206. Roll, R. (1986), The Hubris Hypothesis of Corporate Takeovers, *Journal of Business*, vol. 59, no. 2: 197-216

207. Roosenboom, P. (2007), How do underwriters value initial public offerings? An empirical analysis of the French IPO market, *Contemporary Accounting Research*, vol. 24, no. 4: 1217-1243
208. Salustro, O. (2009), L'actualisation des flux futurs (et taux d'actualisation): comment faire?, *Economie et Comptabilité*, no. 242: 38-41
209. Sapienza, P. (2002), The Effects of Banking Mergers on Loan Contracts, *The Journal of Finance*, vol. 57, no. 1: 329-367
210. Schweiger, D.M. & Very, P. (2003), Creating Value through Merger and Acquisition Integration, In *Advances in Mergers and Acquisitions* (Eds. Cooper, C. & Gregory, A.), vol. 2, Elsevier Science Ltd., pp. 1-26
211. Shahrur, H. (2005), Industry Structure and Horizontal Takeovers: Analysis of Wealth Effects on Rivals, Suppliers and Corporate Customers, *Journal of Financial Economics*, vol. 76, no. 1: 61-98
212. Shaked, I., Michel, A., McClain, D. (1991), The Foreign Acquirer Bonanza: Myth or Reality?, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 18, no. 3: 431-447
213. Shalev, R. (2009), The Information Content of Business Combination Disclosure Level, *The Accounting Review*, vol. 84, no. 1: 239-270
214. Sharma, D.S. & Ho, J. (2002), The Impact of Acquisitions on Operating Performance: Some Australian Evidence, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 29, no. 1/2: 155-200
215. Sharma, M. & Thistle, P.D. (1996), Is Acquisition of Market Power a Determinant of Horizontal Mergers?, *Journal of Financial and Strategic Decisions*, vol. 9, no. 1: 45-55
216. Shimizu, K., Hitt, M.A., Vaidyanath, D., Pisano, V. (2004), Theoretical foundations of cross-border mergers and acquisitions: A review of current research and recommendations for the future, *Journal of International Management*, vol. 10: 307-353
217. Shivdasani, A. (1993), Board composition, ownership structure, and hostile takeovers, *Journal of Accounting and Economics*, vol. 16, no. 1-3: 167-198
218. Shleifer, A. & Vishny, R.W. (1989), Management entrenchment: the case of manager-specific investments, *Journal of Financial Economics*, vol. 25, no. 1: 123-139
219. Smith, R.L. & Kim, J.H. (1994), The combined effects of free cash flow and financial slack on bidder and target stock returns thresholds, *Journal of Business*, vol. 67, no. 2: 281-301
220. Stillman, R. (1983), Examining antitrust policy towards horizontal mergers, *Journal of Financial Economics*, vol. 11, no. 1-4: 225-240
221. Street, D.L. & Bryant, S.M. (2000), Disclosure Level and Compliance with IASs: A Comparison of Companies With and Without U.S. Listings and Filings, *International Journal of Accounting*, vol. 35, no. 3: 305-329
222. Street, D.L. & Gray, S.J. (2002), Factors influencing the extent of corporate compliance with International Accounting Standards: summary of a research monograph, *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, vol. 11: 51-76
223. Street, D.L., Gray, S.J., Bryant, S.M. (1999), Acceptance and Observance of International Accounting Standards: An empirical study of companies claiming to comply with IASs, *The International Journal of Accounting*, vol. 34, no. 1: 11-48

224. Sudarsanam, S. & Mahate, A.A., (2003), Glamour Acquirers, Method of Payment and Post-acquisition Performance: The UK Evidence, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 30, no 1-2: 299-341
225. Sudarsanam, S. (1996), Large Shareholders, Takeovers and Target Valuation, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 2: 295-314
226. Sudarsanam, S., Holl, P., Salami, A. (1996), Shareholder wealth gains in mergers: effect of synergy and ownership structure, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 5/6: 673-698
227. Sullivan, M.J. (1993), The Merger Tax Status Decision, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 8, no. 1: 77-90
228. Teall, J.L. (1996), A Binomial Model for the Valuation of Corporate Voting Rights, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 4: 603-616
229. Thauvron, A. (1998), Etude des modes d'évaluation lors des offres publique, in *Marchés financiers et gouvernement de l'entreprise* (Eds, Bréchet, J.P., Mévellec, P.), Presses Académiques de l'Ouest, Nantes, 529-543
230. Theodossiou, P., Kahya, E., Saidi, R., Philippatos, G. (1996), Financial Distress and Corporate Acquisitions: Further Empirical Evidence, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 23, no. 5/6: 699-719
231. Torabzabeh, K.M. & Bertin, W.J. (1992), Abnormal Returns to Stockholders of Firms Acquired in Business Combinations and Leveraged Buyouts, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 7, no. 2: 231-239
232. Trahan, E.A., Gitman, L.J. (1995), Bridging the Theory-Practice Gap in Corporate Finance: A Survey of Chief Financial Officers, *Quarterly Review of Economics and Finance*, vol. 35, no. 1: 73-87
233. Trautwein, F. (1990), Merger motives and merger prescriptions, *Strategic Management Journal*, vol. 11, no. 4: 283-295
234. Vincent, L., Skinner, D.J., Schrand, C.M., Schipper, K., Ryan, S.G., Palepu, K., Maines, L.A., Iannaconi, T.E., Herz, R.H. (2001), Equity Valuation Models and Measuring Goodwill Impairment, *Accounting Horizons*, vol. 15, no. 2: 161-170
235. Wagenhofer, A. (2000), Disclosure of proprietary information in the course of an acquisition, *Accounting and Business Research*, vol. 31, no. 1: 57-69
236. Wahlen, J.M., Boatsman, J.R., Herz, R.H., Jennings, R.J, Jonas, G.J., Palepu, K., Petroni, K.R., Ryan, S.G., Sohpper, K. (1999), Response to FASB Invitation to Comment on Methods of Accounting for Business Combinations: Recommendations of the G4+1 for Achieving Convergence, *Accounting Horizons*, vol. 13, no. 3: 299-303
237. Wahlen, J.M., Boatsman, J.R., Herz, R.H., Jennings, R.J, Jonas, G.J., Palepu, K., Petroni, K.R., Ryan, S.G., Sohpper, K. (1999), Response to FASB Invitation to Comment on Methods of Accounting for Business Combinations: Recommendations of the G4+1 for Achieving Convergence, *Accounting Horizons*, vol. 13, no. 3: 299-303
238. Wallace, R.S.O. & Naser, K (1995), Firm-Specific Determinants of the Comprehensiveness of Mandatory Disclosure in the Corporate Annual Reports of Firms Listed on the Stock Exchange of Hong Kong, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 14, no. 4: 311-368
239. Wallace, R.S.O., Naser, K. & Mora, A. (1994), The Relationship Between the Comprehensiveness of Corporate Annual Reports and Firm Characteristics in Spain, *Accounting and Business Research*, vol. 25, no.97: 41-53

240. Walsh, J.P. & Seward, J.K. (1990), On the efficiency of internal and external corporate control mechanisms, *Academy of management review*, vol. 15, no. 3: 421-458
241. Walter, R.M. (1994), The Usefulness of Current Cost Information for Identifying Takeover Targets and Earning Above-Average Stock Returns, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 9, no. 2: 349-377
242. Wong, J. & Wong, N. (2001), The Investment Opportunity Set and Acquired Goodwill, *Contemporary Accounting Research*, vol. 18, no. 1: 173-196
243. Wu, Y.W. (1997), Management Buyouts and Earnings Management, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 12, no. 4: 373-389
244. Yijiang, Z. & Chen, K.H. (2008), The Influence of Takeover Protection on Earnings Management, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 35, no. 3/4: 347-375
245. Yu Hsu, K.H., Kim, Y.S., Song, K.R. (2009), The Relation Among Targets' R&D Activities, Acquirers' Returns, and In-Process R&D in the US, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 36, no. 9/10: 1180-1200
246. Zantout, Z.Z., O'Reilly-Allen, M. (1996), Determinants of Corporate Strategy and Gains of Acquiring Firms, *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, vol. 11, no. 1: 119-129

C. Autres sources

1. Avis CNC no. 2008-14 du 2 octobre 2008 afférent au traitement comptable d'un complément de prix versé postérieurement à une opération de transmission universelle de patrimoine
2. Avis CU CNC no. 2006-B du 5 juillet 2006 afférent aux modalités d'application du règlement CRC no. 2004-01 du CRC relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées
3. Avis CU CNC nr. 2005-C du 4 mai 2005 afférent aux modalités d'application du règlement no. 2004-01 du C.R.C. relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées
4. Boutant, J. (2008), *Politique comptable des dirigeants et détermination de la parité d'échange dans les fusions-absorptions françaises: le cas des sociétés absorbantes*, Université de Toulouse, França – teză de doctorat
5. Bulletin CNCC no. 135/2004
6. Bulletin officiel des impôts 4 I-1-05 no 213 du 30 decembre 2005
7. Caby, J. (1994), *Motivations et efficacité des offres publiques d'achat et d'échange en France de 1970-1990*, Université Nancy 2, França – teză de doctorat
8. Code de commerce français
9. Code général des impôts
10. Comisia Europeană (1995), Communication from the Commission: Accounting Harmonization: A new strategy vis-s-vis international harmonisation COM 95 (508)
11. Décret no. 2005-1702 du 28 décembre 2005 relatif aux règles d'évaluation des immobilisations et des stocks portant application de l'article 53 A du code général des

impôts et relatif aux renseignements à fournir par les entreprises en cas d'opération de fusion portant application de l'article 54 septies du code général des impôts

12. Deloitte (2008), Business combinations and changes in ownership interests. A guide to the revised IFRS 3 and IAS 27, disponibil on-line la <http://www.iasplus.com/dttdpubs/0807ifrs3guide.pdf>
13. Directiva 2004/109/CE privind armonizarea obligațiilor de transparență în ceea ce privește informația referitoare la emitenții ale căror valori mobiliare sunt admise la tranzacționare pe o piață reglementată
14. Directiva 2005/19/CE de modificare a Directivei 90/434/CEE privind regimul fiscal comun care se aplică fuziunilor, divizărilor, divizărilor parțiale, cesionării de active și schimburilor de acțiuni între societățile din diferite state membre
15. Directiva 2005/56/CE privind fuziunile transfrontaliere ale societăților comerciale pe acțiuni
16. Directiva 2007/63/CE de modificare a Directivelor 78/855/CEE și 82/891/CEE ale Consiliului, cu privire la cerința întocmirii unui raport de expertiză independentă în cazul fuziunii sau al divizării unor societăți comerciale pe acțiuni
17. Directiva 2009/109/CE de modificare a Directivelor 77/91/CEE, 78/855/CEE și 82/891/CEE ale Consiliului și a Directivei 2005/56/CE în ceea ce privește obligațiile de raportare și întocmire a documentației necesare în cazul fuziunilor și al divizărilor
18. Directiva 2011/35/UE privind fuziunea societăților comerciale pe acțiuni
19. Directiva 90/434/CEE privind regimul fiscal comun care se aplică fuziunilor, divizărilor, divizărilor parțiale, cesionării de active și schimburilor de acțiuni între societățile din diferite state membre
20. Directiva a treia a Consiliului, nr. 78/855/CEE, privind fuziunea societăților anonime
21. Directiva a patra a Comunității Economice Europene privind conturile anuale ale anumitor tipuri de societăți
22. Directiva a șasea a Consiliului, nr. 82/891/CEE, privind divizarea societăților anonime
23. Directiva a șaptea a Comunității Economice Europene privind conturile consolidate
24. Etude du Cabinet Constantin et Associés intitulée „Analyse quantitative et qualitative des méthodes d'évaluation employées par les évaluateurs et experts indépendants dans le cadre d'offres publiques”, Mai 2005
25. Etude du Cabinet Evysem intitulée „Etude comparative sur les méthodes d'évaluation utilisées par les banques conseils lors des offres publiques de retrait suivies d'un retrait obligatoire réalisées en 2003 et en 1994”, annexe 5 du Rapport J.M. Naulot, 2005
26. Fabre Azema, F. (2003), *Le coût du capital en évaluation d'entreprise*, Université Paris Dauphine, Franța – teză de doctorat
27. Guide d'application CNCC sur le commissariat aux apports et à la fusion
28. Henschke, S., Homburg, C. (2009), *Equity Valuation Using Multiples: Controlling for Differences between Firms*, Working Paper, University of Cologne, disponibil on-line la adresa http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1270812
29. International Valuation Standards, Exposure Draft, June 2010
30. International Valuation Standards, Sixth Edition, 2003, disponibil on-line la adresa <http://www.romacor.ro/legislatie/08-ivs2.pdf>

31. Iselin, G. (2007), *Valorison et transmettons votre entreprise*, Transacfed, Livre blanc, disponibil on-line la adresa <http://www.transacfed.fr/IMG/TrLB200701.pdf>
32. Kargin, A.G.S. (2001), *Mergers and Tender Offers: A Review of the Literature*, *Working Paper*, disponibilă on-line la adresa <http://www.bayar.edu.tr/~iibf/dergi/pdf/C8S12001/SK.PDF>
33. KPMG (2008), *First impressions: IFRS 3 and SFAS 141 R Business Combinations*, disponibil on-line la <http://www.kpmg.com/Ca/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/IFRS/First-impressions-IFRS-3.pdf>
34. Legea 343/2006 pentru modificarea și completarea Legii 571/2003 privind Codul Fiscal
35. Legea concurenței nr. 21/1996 (republicată)
36. Legea contabilității nr. 82/1991, actualizată
37. Legea nr. 161 din 19 aprilie 2003 privind unele măsuri pentru asigurarea transparenței în exercitarea demnităților publice, a funcțiilor publice și în mediul de afaceri, prevenirea și sancționarea corupției
38. Legea nr. 31/1990 privind societățile comerciale, actualizată și republicată
39. Legea nr. 414/2002 privind impozitul pe profit, publicată în M.O. nr. 456/27.06.2003, cu modificările și completările ulterioare
40. Legea nr. 441/2006 pentru modificarea și completarea Legii nr. 31/1990 privind societățile comerciale
41. Legea nr. 571/2003 coroborată cu HG 44/2004 privind Codul fiscal cu normele metodologice de aplicare
42. Legea nr. 84/2010 privind aprobarea Ordonanței de urgență a Guvernului nr. 116/2009 pentru instituirea unor măsuri privind activitatea de înregistrare în registrul comerțului
43. Loi no. 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004
44. Malmendier, U. & Tate, G. (2003), *Who makes acquisitions? CEO overconfidence and the market's reaction*, *Working Paper*, Stanford University
45. Martynova, M. & Reneboog, L. (2006), *Mergers and Acquisition in Europe*, *Working Paper*, disponibilă on-line la http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=880379
46. *Memento pratique comptable* (2009), Edition Francis Lefebvre, Paris
47. *Memento Fusions & Acquisitions* (2010), Edition Francis Lefebvre, Paris
48. Milne, M.J. (2001), *Debating accounting research journal rankings: empirical issues from a citation based analysis and theoretical dilemmas from Economics*, *Working Paper*, disponibilă on-line la http://www.commerce.otago.ac.nz/acty/research/pdf/debating_accounting_resea.pdf
49. Norme CNCC no. 7-101 Commissariat aux apports
50. Norme CNCC no. 7-102 Commissariat à la fusion
51. OMFP nr. 1.376/2004 pentru aprobarea Normelor metodologice privind reflectarea în contabilitate a principalelor operațiuni de fuziune, divizare, dizolvare și lichidare a societăților comerciale, precum și retragerea sau excluderea unor asociați din cadrul societăților comerciale și tratamentul fiscal al acestora
52. OMFP nr. 1.121/2006 privind aplicarea Standardelor Internaționale de Raportare Financiară

53. OMFP 3.055/2009 pentru aprobarea reglementărilor contabile conforme cu directivele europene
54. OMF nr. 1.233/1998 referitor la Precizările privind reflectarea în contabilitate a principalelor operațiuni privind fuziunea societăților comerciale
55. OMF nr. 1.078/2003 pentru aprobarea Normelor metodologice privind fuziunea, divizarea, dizolvarea și lichidarea societăților comerciale, precum și retragerea sau excluderea unor asociați din cadrul societăților comerciale
56. OUG nr. 32/1997 pentru modificarea și completarea Legii nr. 31/1990 privind societățile comerciale
57. OUG nr. 82/2007 pentru modificarea și completarea Legii nr. 31/1990 privind societățile comerciale și a altor acte normative incidente
58. OUG nr. 52/2008 pentru modificarea și completarea Legii nr. 31/1990 privind societățile comerciale
59. OUG nr. 109/2009 pentru modificarea și completarea Legii 571/2003 privind Codul Fiscal
60. OUG nr. 116/2009 pentru instituirea unor măsuri privind activitatea de înregistrare în registrul comerțului
61. OUG nr. 90/2010 pentru modificarea și completarea Legii nr. 31/1990 privind societățile comerciale
62. Paquerot, M. (1996), *Stratégies d'enracinement des dirigeants et prises de contrôle d'entreprises*, Université de Bourgogne, Dijon, Franța – teză de doctorat
63. Proiectul Ordinului pentru aprobarea Normelor metodologice privind reflectarea în contabilitate a principalelor operațiuni de fuziune, divizare, dizolvare și lichidare a societăților comerciale, precum și retragerea sau excluderea unor asociați din cadrul societăților comerciale
64. Puranam, P. & Singh, H. (1999), *Rethinking M&A for the high technology sector*, Wharton School Working Paper, Presented at AOM 2000 meetings
65. Răchișan R. (2003), *Implicațiile fiscale ale diferitelor forme de restructurare din mediul economic românesc*, Simpozionul Internațional Specializare, Dezvoltare și Integrare, Editura Sincron, Cluj-Napoca
66. Rapport Lepetit de la COB relatif à „La protection des actionnaires minoritaires dans les opérations de fusion et garantie de cours”, disponibil online la adresa: <http://www.amf-france.org>
67. Rapport Naulot de l'AMF intitulé „Pour un renforcement de l'évaluation financière indépendante dans le cadre des offres publiques et des rapprochements d'entreprises cotées”, disponibil online la adresa: <http://www.amf-france.org>
68. Règlement CRC no. 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées
69. Règlement CRC no. 2005-09 du 3 novembre 2005 portant diverses modifications au règlement no. 99-03 du 29 avril 1999 du CRC relatif au plan comptable général et à l'article 15-1 du règlement no. 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs
70. Regulamentul CE nr. 1606/2002 privind aplicarea standardelor internaționale de contabilitate
71. Regulamentul Consiliului Europei nr.139/2004 privind controlul concentrărilor economice

72. Robu, V., Anghel, I., Serban, C., Tutu, D. (2003), *Evaluarea întreprinderii*, suport de curs, Editura ASE, București, disponibil on-line la adresa <http://www.biblioteca-digitala.ase.ro/biblioteca/carte2.asp?id=112&idb=>
73. Standardul Internațional de Raportare Financiară IFRS 3 „Combinări de întreprinderi”
74. Statement of Financial Accounting Standards No. 141 (revised 2007)
75. Sudarsanam, S. (1994), Defensive Strategies of Target Firms in UK Contested Takeover Bids: A Survey, *Working Paper*, Center for Empirical Research in Finance and Accounting
76. Thauvron, A. (2000a), *Mesures et gestion de l'asymétrie d'information avant une offre publique*, Université Paris Val de Marne, Franța – teză de doctorat
77. Trébucq, S. (2000), *Conséquences des méthodes d'évaluation sur la détermination des valeurs d'échange : le cas des fusions françaises de 1992 à 1996*, Université Bordeaux 4, Franța – teză de doctorat
78. Weitzel, U. & McCarthy, K.J. (2009), Theory and Evidence on Mergers and Acquisitions by Small and Medium Enterprises, Working Paper, disponibil on-line la adresa <http://www.uu.nl/NL/faculteiten/rebo/organisatie/departementen/departementeeconomie/onderzoek/publicaties/DiscussionPapers/Documents/09-21pdf.pdf>
79. www.amf.fr
80. www.bvb.ro
81. www.fasb.org
82. www.iasb.org
83. www.iasplus.com